

INTRODUCTION

L'**histoire de la pensée économique** appartient à la fois au domaine de l'**Histoire** et à celui de l'**économie**. Elle s'attache à présenter et à comprendre l'évolution des formes et des contenus de la pensée économique.

En tant que discipline historique, elle utilise la chronologie et exige de constantes références à l'histoire générale et à l'histoire des faits économiques. En tant que discipline économique, elle ne peut s'affranchir des auteurs eux-mêmes dont il faut connaître les doctrines. Or les **économistes**, depuis qu'il en existe se divisent en écoles qui se disputent et s'opposent sur les points les plus fondamentaux. Ainsi les thématiques étudiées par elles sont souvent marquées par la succession et souvent la controverse entre plusieurs **paradigmes**.

On peut ainsi articuler la présentation de l'évolution de la pensée économique en 5 grandes phases historiques :

1. Jusqu'au **XVI^e siècle**, la pensée économique n'est pas formulée en tant que telle. Il s'agit généralement d'un prolongement de l'analyse philosophique, historique ou politique.
2. De la fin du **XVI^e siècle** au début du **XVIII^e siècle**, la pensée économique émerge en tant que forme d'analyse spécifique, dans le cadre de la doctrine **mercantiliste**. **Antoine de Montchrestien** invente ainsi le terme **Économie politique** pour qualifier son approche scientifique.
3. Au **XVIII^e siècle**, la pensée économique s'affirme comme discipline indépendante, dotée d'institutions autonomes (revues scientifiques...). Formalisé par **Adam Smith**, le paradigme **libéral** ou classique contribue à la détacher définitivement de l'analyse politique.
4. Au **XIX^e siècle**, la **révolution financière** et la **révolution industrielle** contribuent à une remise en cause partielle du paradigme classique. Des théories alternatives (réformisme, socialisme, marxisme) plaident en faveur d'une action étendue de l'État pour réguler les activités économiques.
5. De la fin du **XIX^e siècle** à aujourd'hui, on assiste à la coexistence de plusieurs paradigmes concurrents : néo-classicisme, keynésianisme, libertarianisme... La pensée économique tend également à se décanter en une multitude de spécialités et de programmes théoriques.

Si l'histoire de la pensée économique offre donc des siècles de débats théoriques qui sont autant d'opportunités pour le chercheur de tenter de comprendre les problèmes économiques anciens et contemporains, elle peine encore à être reconnue chez les économistes comme un élément indispensable à la bonne formation des étudiants. Le Prix Nobel d'économie 2014, **Jean Tirole**, dans son ouvrage *Economie du bien commun* (2016) défend par exemple une « *initiation pragmatique à l'économie* » faisant par définition l'économie de l'histoire de la pensée : « *L'enseignement de pensées économiques obsolètes et de débats entre économistes anciens [...] ne correspondent pas aux besoins des lycéens et des étudiants.* »

Mais l'histoire de la pensée économique peut encore compter sur certains alliés : dans la biographie de **Marshall** qu'il rédige, **J. M. Keynes** « dégage » en effet une toute autre définition du bon économiste, il est pour lui un « *oiseau rare* » dont une des qualités est de pouvoir comprendre l'économie contemporaine à la lumière du passé.

Qu'est-ce que l'histoire de la pensée économique ?

Il n'existe pas réellement de définition précise, mais quelques traits majeurs ressortent de l'étude des écrits des économistes :

- L'histoire de la pensée économique examine les grandes théories économiques de manière rétrospective. **Mark Blaug** commence son ouvrage classique consacré à cette matière en écrivant : « *Cet ouvrage est une étude critique des théories du passé : il se consacre à l'analyse théorique des principaux économistes* ».
- Si l'histoire de la pensée économique est ballottée entre l'histoire proprement dite et la théorie économique, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'étudier des idées et des concepts qui présentent un degré minimum d'énonciation cohérente. L'histoire de la pensée économique permet de réfléchir sur ces théories, de s'interroger sur leur consistance et leur cohérence, sur la façon dont elles ont été comprises, utilisées ou réfutées. Elle permet par là d'avancer dans la compréhension du mouvement général des idées et des faits.
- Une des difficultés de la discipline vient de ce que les grands économistes ont souvent écrit sur la façon dont ils se situent eux-mêmes et contribuent par leurs concepts, leurs idées et leurs valeurs à l'histoire de la pensée économique. On doit donc s'attendre à ce que leurs commentaires relèvent souvent d'un « parti pris ». D'autre part, quand un auteur veut aller à l'essentiel, ou fait l'objet d'une controverse, il n'est pas rare qu'on s'en tienne à des exposés généraux - sinon simplificateurs - de théories et concepts qui méritent en réalité une analyse plus nuancée et une mise en perspective à la fois plus large et plus profonde.

- On s'est longtemps interrogé sur la légitimité d'inclure dans le champ d'analyse les écrits antérieurs à la seconde moitié du XVI^e siècle. Si les idées des **mercantilistes** et des **physiocrates** sont généralement prises en compte, l'histoire de la pensée économique ne pouvait réellement débiter qu'avec **Adam Smith**. Alors que l'économie ne semble être considérée jusque là au mieux comme « secondaire », un des mérites de Smith - aux yeux de ses contemporains mais aussi pendant longtemps encore - a été de préciser son rôle et sa place dans la société globale, voire pour certains de ses disciples constituer le principe unificateur des sociétés.
- Cette vision « euro-centrique », puis devenue « occidental-centrique », doit être remise en cause du fait des nouveaux apports réalisés grâce à une meilleure connaissance des civilisations anciennes (voir ci-dessous). Depuis, la perspective a effectivement changé et nécessite un élargissement de l'horizon espace-temps traditionnellement considéré. Ce qui ne va pas cependant sans soulever de nouvelles difficultés : D'une part, en ces lieux et à ces époques, il ne semble pas exister de « théorie économique » au sens moderne du terme. D'autre part, le statut et la place de l'économie dans la réalité sociale ne sont pas toujours bien cernés et demeurent une question hautement complexe.

CHAPITRE I

DE LA PREHISTOIRE JUSQU'AUX DEBUTS DE

L'ANTIQUITE GRECQUE

Les prémices de la pensée économique peuvent être détectées dans toutes les civilisations : Chinoise (voir Qin Shi Huang), Grecque, Indienne, Mésopotamienne, Perse, Romaine, etc.

I-1 EN MESOPOTAMIE

La Mésopotamie constitue l'une des cinq régions terrestres où l'agriculture est apparue de manière indépendante. En raison d'une situation géographique et environnementale privilégiée, la région dispose dès le VII^e millénaire av. J.-C. d'un large patrimoine de cultures et de bétail. L'intensification de la production alimentaire autorise l'émergence de sociétés humaines complexes et, concurremment, de structures de gestion élaborées. Dès le IV^e millénaire av. J.-C., on assiste à l'apparition de plusieurs concepts et outils fondamentaux pour la pensée économique.

L'apparition de l'écriture découle probablement des besoins croissants de la population suméro-akkadienne en matière de comptabilité. Les premières tablettes d'Uruk développent des modes de représentations efficaces de l'échange commercial et du stockage bureaucratique : découpée en son milieu la face indique d'un côté les retraits (idéogramme qui suggère la distribution et répartition) et de l'autre côté les entrées (idéogramme qui suggère les recettes) ; au revers figure le total de l'opération. Ces premières modélisations se complexifient rapidement. À l'époque d'Uruk III (3200-3000 av. J.-C.), les scribes commencent à recourir à des tableaux à deux ou trois colonnes, afin de distinguer plus efficacement les composants de l'opération.

Cette cohabitation d'informations suscite des effets de voisinages entre des unités pas forcément comparables. Comme toutes les sociétés orales, la civilisation suméro-akkadienne disposaient non pas d'un système numéral abstrait mais de plusieurs systèmes numériques concrets : certains nombres ne s'appliquaient qu'au dénombrement des hommes, d'autres au

dénombrement du bétail etc. Vers 3100 av. J.-C., on commence à faire usage d'une numérotation purement abstraite, reposant sur une base sexagésimale.

Le rapprochement ne concerne pas que les symboles arithmétiques, mais également les biens eux-mêmes. Les tablettes présentent un tableau d'ensemble, une figuration de l'activité économique ou administrative. Dès le début du III^e millénaire av. J.-C., les mésopotamiens transforment certaines denrées en moyen d'échange : elles ne sont pas acquises pour elles-mêmes mais comme intermédiaire en vue d'un échange ultérieur. Au cours des siècles suivants, l'argent s'impose comme la monnaie de référence.

La conceptualisation croissante des activités commerciales entraîne l'avènement d'une terminologie économique élaborée. Les correspondances des marchands assyriens témoignent ainsi d'une prise de conscience du marché en tant qu'entité abstraite. Des termes assez simples acquièrent une signification complexe : *šīmum* ou achat désigne progressivement la situation financière globale ; *maḥīrum* ou confrontation se rapporte à l'espace réel ou conceptuel du marché (soit la confrontation dynamique des prix les uns avec les autres). Les acteurs économiques tendent parallèlement à s'institutionnaliser. Des compagnies commerciales (ou *batum*), disposant de succursales, exercent ainsi leurs activités dans une relative indépendance vis-à-vis des administrations bureaucratiques.

En dépit de sa sophistication, cette pensée économique mésopotamienne ne s'exprime quasiment que dans des documents privés à visée utilitaire. La littérature mésopotamienne théorique dite *sapientale* n'envisage l'acte économique que dans une optique morale et éthique, prêchant, par exemple, la prudence dans la conduite des affaires.

I-2 EN CHINE

Selon Michel Cartier : Dans la « *Discussion entre Mencius et Xu Hang* » est décrite une hiérarchie sociale (gouvernants, paysans, artisans et marchands) dépendante de la participation des hommes aux activités productives. Les échanges décrits entre groupes correspondent à des échanges de surplus où les prix sont déterminés en référence au niveau social : les objets destinés à la classe supérieure sont plus chers que les autres.

Au cours de la dernière période des **Royaumes combattants**, les **Mohistes** établissent une distinction entre le profit commun et le profit égoïste : Ils prônent un partage égalitaire des biens et condamnent le gaspillage.

Des pensées plus structurées sont données en 654 av. J.-C. dans le « **Guanzi** », ouvrage encyclopédique et composite attribué à **Guan Zhong**, chancelier qui fonde la prospérité du royaume de **Qi**, ainsi que dans divers textes de l'école légiste - comme le « Shangjun Shu » de **Shang Yang** en 338 av. J.-C. - dont le maître-mot est « Enrichir le pays et renforcer l'armée ».

On trouve dans le **Guanzi** :

- une des premières formulations de la théorie du Marché, assimilé à une pesée ;
- une réflexion sur la monnaie considérée davantage comme une marchandise que comme un étalon ;
- la préconisation que l'État doit assurer lui-même la production et le commerce du sel et du fer, produits indispensables dans la vie des sujets.

En 81 av. J.-C., sous la **Dynastie Han**, les **confucéens** dénoncent comme immorales les idées du « **Guanzi** », qui sont dès lors tenues pour hétérodoxes.

Pour autant ces idées ne vont pas cesser d'influencer la pratique des politiciens. On peut citer à titre d'exemple, la réglementation des marchés et la gestion des émissions monétaires. Dans ces deux cas, les usages agressifs de la théorie sont remplacés par le maintien des équilibres. Le premier exemple est celui de la régulation du commerce des céréales par des greniers : les céréales acquises au titre de l'impôt sont stockées dans les greniers et sont -en cas de nécessité- mises sur le marché pour combattre la hausse des prix ; de la même manière, les autorités régulent la situation monétaire et mettent en circulation des quantités de monnaie plus ou moins importantes.

La mise en pratique des théories du **Guanzi** suppose une connaissance précise de la conjoncture économique. Les autorités surveillent les fluctuations du prix des denrées et des taux de change internes entre les différents signes monétaires, en particulier -à partir de la **Dynastie Ming**- le change entre les sapèques (pièces de bronze de la monnaie officielle) et les métaux précieux (argent et or) qui n'ont que le statut de marchandises.

I-3 EN INDE

Le philosophe indien **Chânakya** (340-293 av. J.-C.) bénéficie d'une éducation « d'excellence » dispensée à l'époque dans la ville-monastère très renommée de **Nalanda**, puis enseigne dans la ville de **Taxila**, où les activités d'enseignement existent déjà depuis plus de 500 ans et attirent des étudiants de provenances aussi diverses que lointaines.

Également connu sous les noms de **Kautilya** ou **VishnuGupta**, **Chânakya** est le précepteur du premier Empereur Indien de l'**empire Maurya** : **Chandragupta** (340 -293 av. J.-C.). Ses travaux, perdus à la fin de la dynastie **Gupta**, ne sont retrouvés qu'en 1915.

Alors que ses travaux précèdent l'auteur de **Le Prince** de 1 800 ans, il est considéré dans le monde occidental comme étant le « **Machiavel indien** », en raison des nombreux aspects abordés dans sa pensée et que l'on retrouve plus tard dans l'économie moderne. Auteur prolifique, notamment en **économie politique**, il produit deux ouvrages majeurs :

- **Arthashastra** (*La Science des richesses et du bien-être*) est son ouvrage le plus célèbre ; Dans cet ouvrage sont abordés en détail des thèmes multiples et très modernes comme la **politique monétaire**, la **politique fiscale**, la **politique sociale**, les **relations internationales**, ainsi que la **Stratégie militaire**.

- **Neetishastra** est un traité sur la « vie idéale », où l'auteur indique au peuple les « bonnes conduites », et au souverain les « bonnes pratiques » pour conduire son royaume

Un auteur **B.S Sihag**, le considère comme un précurseur de nombreux concepts modernes et -pour l'époque- comme l'un des penseurs les plus féconds dans les domaines de l'**économie** et de la **Science politique**.

D'autres pratiques comme l'**Hawala**, (« confiance » ou « échange » en **hindi**) ou **Hundi** (dans le sous-continent indien), correspondent à un système traditionnel de paiement informel servant de moyen de financement du commerce sur les grandes routes d'échange (comme la **route de la soie**) au début du **Moyen Âge**.

Cette pratique financière ancienne - elle est mentionnée depuis le **viii^e siècle** dans les textes de **fiqh** (science du **droit musulman**) - est utilisée comme moyen de paiement et d'échange et consiste en un ordre écrit de paiement de la part d'un créancier à un débiteur, au bénéfice d'une tierce personne. Le principe de base de tout Hawala est de faire des transactions *via* un réseau d'agents de change (les **hawaladars**).

Ce système fonctionne sans transmission de **moyen de paiement** (outil de représentation de valeur, comme la **monnaie**). Il ne dépend pas davantage de l'application

légale de contrats : il repose entièrement sur la confiance existant entre les agents du réseau et fonctionne même en l'absence de cadre juridique et légal commun. Il n'y a pas de registre centralisé, et les transactions passant par ce système ne sont généralement pas consignées : la seule information requise pour le fonctionnement est de tenir à jour le montant total de la dette courante entre chaque agent du réseau, dettes qui peuvent être réglées de n'importe quelle façon choisie par les agents.

À l'époque des Rois ou du Radjah, le procédé est couramment utilisé dans les transferts de fonds de longue distance. En **Asie du Sud**, il s'érige en système bancaire complet, et ne sera remplacé progressivement par le système bancaire classique qu'à partir du **XX^e siècle**.

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE DE SERVICE : DE L'ANTIQUITE GRECQUE JUSQU'AU XVII^E SIECLE

II-1 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA CITE : L'ANTIQUITE

II-1-1 Le Monde grec

A-A l'origine du terme économie

C'est le monde grec qui forge le mot **économie** : « *οικονομία* ». En **grec**, *oikos* (οἶκος) signifie la maison (en tant qu'unité sociale et économique), et *nomos* (νόμος), l'ordre, la **loi**, la **norme**.

Les penseurs grecs qui s'intéressent à l'**économie** ne sont pas des économistes mais des **philosophes** : la **science politique**, qui se rapporte à la **cité**, est majoritairement considérée comme la première des sciences. L'**économie**, considérée comme l'art d'administrer ses **biens**, est subordonnée à la **politique**. L'activité économique, pour être essentiellement centrée sur l'individu, est souvent regardée comme une activité servile, sinon suspecte.

La réflexion est cependant loin d'être absente : le terme **Économique** figure dans le titre d'au moins deux traités, l'un de **Xénophon**, l'autre d'**Aristote**. Leur objet est de connaître et formuler les lois (« *nomos* ») propres à optimiser l'utilisation des biens d'une maison, l'**oikos**, entendue comme unité collective de production d'une famille élargie ou d'un clan. La richesse produite est appréciée du point de vue de l'abondance des biens produits et de leur utilité.

B- La crise sociale et intellectuelle du VI^e au IV^e siècle av. J.-C.

La pensée des philosophes grecs ne peut se comprendre sans référence au contexte économique et social de l'époque : l'état athénien se forme par l'union de tribus et de clans vivant en **Attique**. La propriété individuelle du sol, le commerce et l'usage de la monnaie se développent. L'État est organisé en trois classes : les nobles (**eupatrides**), les agriculteurs (géomores) et les artisans (**démiurges**). La plupart des citoyens sont de petits paysans, en situation précaire. Ces paysans pauvres se révoltent à plusieurs reprises : à **Mégare**, à **Samos**, à **Chio**... Au **VI^e siècle av. J.-C.**, ils portent au pouvoir **Solon** (640-558 av. J.-C.) qui établit

une nouvelle constitution. Une coalition s'établit entre paysans, artisans et marchands pour briser le pouvoir des nobles (Réformes de **Clisthène** en 508 av. J.-C.).

Les hommes en surnombre s'exilent et fondent des colonies : le commerce extérieur progresse et pose la question des alliances militaires, notamment avec **Sparte (Guerre du Péloponnèse** : 431-404 av. J.-C.) qui finit par l'emporter.

L'équilibre économique et social de la Cité est bousculé par l'émergence de « nouveaux riches » qui cumulent réussite commerciale et propriété foncière. Les paysans pauvres sont contraints de quitter la terre mais ne trouvent pas de travail en ville car le labeur salarié est réservé aux esclaves : une **plèbe** de chômeurs se forme et la Cité entre dans une ère de décadence généralisée.

C- Essor du Grand Siècle Grec : le v^e siècle av. J.-C.

Les débats de cette période - considérée comme « le grand siècle grec » - voient s'introduire de nouvelles idées.

Le citoyen grec est conscient de posséder une **Dignité** en tant que membre d'un groupe organisé et gouverné suivants des **Lois** valables pour tous les hommes libres. Il n'est plus le serviteur d'un chef, mais seulement soumis à la **Loi**. Dans le même temps, L'usage de l'argent et du commerce qui se développe depuis le VII^e siècle av. J.-C. ébranle cependant les représentations et les pratiques sociales.

L'accumulation de monnaie par l'usure ou le négoce posent question : **Aristote** (384-322 av. J.-C.), dans *l'Éthique à Nicomaque*, les considère comme des activités stériles, voire déshonorantes. Ces procédés font l'objet d'une autre discipline qu'Aristote appelle **chrématistique** (de *chrêma*, la richesse).

L'**Économique** est toujours explicitement distingué de la **Politique**, laquelle fait l'objet d'un autre traité d'**Aristote**, dans lequel l'auteur s'efforce de définir comment fonder l'harmonie et la justice entre les différentes classes de personnes et de familles qui constituent la Cité.

Les œuvres satiriques de l'époque traduisent bien l'ampleur de ce débat : ainsi, dans le **Ploutos** d'**Aristophane** (445-380 av. J.-C.), le dieu de la Richesse (Πλοῦτος, *Ploutos*), rendu aveugle par **Zeus**, distribue ses largesses aux hommes mauvais plutôt qu'aux hommes honnêtes. Ceux-ci le conduisent dans un temple dont le dieu lui rend la vue et lui donne à voir le spectacle des troubles qu'il a causés : un **sycophante** (homme enrichi aux dépens du peuple) vient crier qu'il est ruiné, **Hermès** (dieu du Commerce) ne reçoit plus de dons des fidèles et doit gagner sa

vie comme aide-cuisinier, les prêtres sont privés de leur gagne-pain car l'on n'offre plus de sacrifices aux dieux.

L'interrogation demeure profonde dans l'opinion publique à propos du lien entre « Bien moral » et « Richesse » avec l'apparition du « nouveau riche » :

- le riche « traditionnel » était vu comme le propriétaire foncier, chef naturel d'un groupe d'agriculteurs, possédant les droits sur la Terre, mais dont la richesse permet de mieux remplir sa fonction sociale.

- le « nouveau » riche est vu comme celui qui accumule de l'argent pour satisfaire ses caprices personnels et pour s'affranchir des contraintes sociales.

D- Cyniques, Sophistes, et Utopistes (fin du V^e siècle av. J.-C.)

La fin du « grand siècle grec », dit aussi siècle de **Périclès** provoque une époque de troubles et de bouillonnement des idées.

Les **Cyniques** (**Antisthène**, **Diogène**) tiennent des discours individualistes et « cosmopolitistes » qui contestent les cadres sociaux traditionnels (critique de l'esclavage par exemple) et militent pour la liberté du commerce.

Les **sophistes** (“nouveaux philosophes”) lancent au contraire des idées plus collectivistes.

Protagoras, chef de file des Sophistes, proclame que :

1. « *L'homme est la mesure de toutes choses* ». Pour lui, il vaut mieux connaître les choses humaines que le monde inanimé.
2. « *L'homme vit en société* ». Il faut donc s'interroger sur ce qu'est la Société. Celle-ci est censée répondre au besoin des Hommes de se défendre contre les dangers qui les assaillent.
3. « *La société repose sur un contrat passé entre les hommes afin de s'accorder mutuelle protection* ». Ce qui est possible parce que le Dieu suprême **Zeus** a accordé à l'espèce humaine des dons que nulle autre ne possède : le respect ou la pudeur (αἰδώς), le droit ou la justice (δίκη).
4. « *La Loi n'est pas quelque chose de naturel : elle résulte d'une convention* ». Puisqu'il n'y a rien d'absolu, il s'agit de convaincre dans la discussion et les controverses publiques : c'est pourquoi les **sophistes** enseignent l'art de l'argumentation en vue de “terrasser” l'adversaire dans le débat politique.

Des mouvements utopistes plus orientés vers la politique prétendent reconfigurer la propriété et l'organisation de la société (**Phaleas** de Chalcédoine, **Hippodamos** de Milet). **Aristophane** s'en moque dans *L'Assemblée des femmes* (392 av. J.-C.).

E- Socrate (470-399 av. J.-C.)

Socrate, par le témoignage de sa vie faite de détachement et de pauvreté, dénonce l'individualisme extrême des Cyniques et l'exaltation de la richesse qui “*attache l'homme à quelque chose d'inférieur à lui-même*”. Son enseignement oral (il n'a laissé aucun écrit) s'attache à restaurer la notion de “**nature humaine**” en tant qu'ensemble de normes raisonnables et morales de nature supérieure, et influencera de manière directe la pensée de **Platon** et d'**Aristote**.

F- Xénophon (430 – 355 av. J.-C.)

Xénophon est, comme Platon, un disciple de **Socrate**. Il mérite de figurer dans l'histoire de la pensée économique, non seulement parce qu'il est le premier à employer ce terme, mais encore parce qu'il y consacre plusieurs ouvrages.

L'Économique retrace un dialogue entre **Socrate** et **Ischomaque**, autour d'un thème unique, celui de l'administration d'un domaine agricole. On retrouve l'idée selon laquelle la pensée économique antique est intimement liée à l'administration domestique. L'ouvrage comprend aussi des développements sur les stratégies d'accroissement des richesses : ainsi le père d'Ischomaque dit acheter des terres à bas prix pour les revendre bien plus cher après les avoir défrichées. L'art – ou la science – de l'économie est de facto celui du bon **gestionnaire**. Tandis que bon père de famille peut ainsi savoir ce qui est bon pour l'administration d'une cité, alors que le rôle revient à la femme d'entretenir la maison (oikos). Identiquement, la **politique** est vue comme l'affaire des hommes, tandis que le **travail**, est réservé aux seuls **esclaves**. Ainsi parle l'Économique : Ischomaque enseigne cet art à sa femme et ce sera le rôle de celle-ci que d'en faire l'application.

Les Revenus est un ouvrage où Xénophon propose de multiplier les exploitations agricoles et industrielles dans l'**Attique**, et d'exploiter à plein rendement les **mines d'argent du Laurion**. À cette occasion, il aborde (mais de façon peu approfondie) des **concepts** comme ceux de la **demande** et de la **valeur** des **biens**, ainsi que le rapport qu'ils entretiennent entre eux. L'œuvre est un projet **politique** et économique pour toute une région, et entend défendre un point de vue cohérent.

En somme, les ouvrages de *Xénophon* portent sur la manière de bien *gérer* un domaine agricole, c'est-à-dire sur l'«économie domestique» (l'expression en grec est une parfaite *tautologie*), même si *Les Revenus* (ouvrage de maturité) montre que ces enseignements sont applicables ailleurs et situe l'économie comme l'art de satisfaire les besoins d'une *société*.

G- La doctrine économique de Platon

Platon (428 ou 427 – 347 ou 346 av. J.-C.), naît dans une famille dont plusieurs de ses membres sont à la tête du parti oligarchique alors que le régime politique en place est loin d'être démocratique. Il connaît une crise intérieure à 20 ans, lorsqu'il rencontre **Socrate**. Désormais, il ne veut plus que servir « *le bien et le juste* » et ne veut plus participer à l'action politique et aux vulgaires et basses compétitions qui la caractérisent. L'action efficace exige au contraire que l'on se tienne d'abord à l'écart pour découvrir la vérité dans la contemplation, « *la théoria* ».

Pour préparer la libération de son âme, l'homme doit avoir une vie « bonne », c'est-à-dire une vie conforme à la « justice ». En cherchant à dire ce qu'est la justice et comment s'y conformer que dans son ouvrage « **la République** », Platon est conduit à parler de l'organisation sociale et notamment de l'organisation économique. Il va exposer cette pensée dans plusieurs ouvrages :

1. Dans « *La République* », il trace le tableau de l'État idéal
2. Dans « *le Politique* » et le « *Timée* » principalement, il explique pourquoi les cités réelles sont aussi éloignées de la perfection.
3. Dans « *Les Lois* », il pose les moyens de rapprocher quelque peu la réalité de l'Idéal.

La République est consacré à la recherche de la Justice dans la société et dans l'individu. « **La Cité idéale** » est la cité parfaitement juste ; voilà posée l'exigence première de la plupart des réformateurs sociaux qui viendront ensuite ». Le dialogue commence par un exposé des fausses notions de justice. Puis Platon évoque divers points :

- **la question de l'organisation de la société** : « *la société est un groupement d'individus qui trouvent avantage à vivre ensemble parce que cela leur permet de diviser entre eux les tâches et de se spécialiser de plus en plus dans l'exercice d'une action déterminée. Ainsi apparaissent les divers métiers puis le commerce intérieur et extérieur.* ». Or on trouve déjà dans la Cité des « classes d'individus » : La classe des agriculteurs, gens de métiers et commerçants qui assurent la prospérité matérielle, la classe des guerriers ou gardiens qui assurent la sécurité extérieure ou intérieure, la classe des chefs qui ont pour mission de diriger

l'ensemble du groupe social. Or les individus ne sont pas également aptes à entrer dans les trois classes de la société. C'est le hasard plus que l'hérédité qui fait les qualités des individus qu'il s'agit de former et de sélectionner selon les vertus de sagesse, de courage, de tempérance et de justice. Mais qu'est ce que la justice ? Et en particulier qu'est ce que la justice sociale ? Pour Platon, elle résulte du fait que l'on soit capable d'analyser rationnellement les différentes catégories sociales et d'organiser la sélection des citoyens : « *A chacun la fonction sociale qu'il mérite par l'ensemble de ses qualités physiques, intellectuelles et morales* ».

- **la question du régime des biens** : Cela ne relève pas de la justice proprement dite, l'individu n'a aucun droit sur la richesse sociale, mais seulement le devoir de mener une vie conforme à la fonction qui lui revient. D'où le principe absolu que les gardiens et les chefs ne doivent pas travailler, qu'ils ne doivent pas se souiller au contact des affaires d'argent et de négoce. Ils sont entretenus par la société, vivent en communauté, ne possèdent rien en propre et ignorent l'usage de la monnaie.

Platon n'indique pas le régime pertinent pour les classes « inférieures ». Implicitement on comprend qu'ils sont libres de produire, de posséder et d'échanger sans toutefois qu'ils ne deviennent trop riches ou trop pauvres.

Dans « la République », Platon expose que la réalité de la société est loin de cette vision et exprime l'idée **des cités réelles**. Le gouvernement idéal devrait être un « gouvernement des meilleurs », une **aristocratie**, au sens premier du terme. Mais des **régimes imparfaits** sont en place et se succèdent :

- une première forme dégénérée est la « timocratie », soit le gouvernement des militaires, réduisant les citoyens à l'état de serfs.
- les militaires venant à s'enrichir, une « **oligarchie** » se met en place où prospèrent selon Platon des « *êtres crasseux qui de tout tirent profit* ».
- L'inégalité se faisant de plus en plus scandaleuse, la révolte se produit qui introduit la « **démocratie** ».
- Mais ce régime, réputé attrayant, attribue des droits égaux à des hommes inégaux et conduit les hommes à s'enivrer de liberté, jusqu'au jour où devenus incapables de juger sainement, ils font appel à un homme qui a tôt fait de se transformer en tyran et d'installer sa « tyrannie ».

Les causes de ce tableau pessimiste sont exposées tour à tour dans « *le Timée* », « *Le Critias* » et « *le Politique* ». Pour autant, « *Cela ne signifie pas que les chefs des Cités ne*

puissent rien faire d'utile. (...) En chaque individu, il y a du divin et du bestial en proportions plus ou moins grandes. Il faut essayer de faire prédominer le divin sur le bestial. On retrouvera ainsi peut-être quelque chose de l'Idéal perdu »

Platon écrit vers la fin de sa vie le plus considérable de ses dialogues : « **Les Lois** » qui contient une série de textes législatifs concernant les principaux points de la constitution politique et sociale d'une Cité. Il exprime ainsi l'idée de la **Cité possible**.

Platon part du constat des imperfections de la Société : l'autorité est mal exercée, l'esprit d'indiscipline se développe et surtout, en raison du voisinage funeste de la mer, le commerce est né et « *a engendré dans les âmes une disposition à se dédire sans cesse et à être de mauvaise foi* ». Platon insiste sur la nécessité d'établir l'égalité des fortunes. Or dit-il, cela ne peut se faire ni par voie d'autorité, ni en comptant sur le fait que les riches vont distribuer aux pauvres une partie de leurs biens, le principal obstacle provient de l'existence d'inégalités économiques établies depuis longtemps.

Pour être efficace, il vaut mieux légiférer dans les conditions plus favorables de la fondation d'une nouvelle Cité et d'établir l'amitié entre tous ses citoyens L'idéal serait la communauté absolue des biens, des femmes et des enfants. Mais plus réalistement il s'agit d'instaurer l'amitié entre tous par l'attribution de propriétés égales et d'obliger chacun à mener une vie identiquement frugale.

Les Lois proposent également un partage égalitaire de la **terre** qui ne pourra être aliénée et qui devra être transmise à un seul héritier , d'interdire la détention de l'or et de l'argent qui seront réservés pour les échanges extérieurs.

Ceci implique que tous les citoyens soient agriculteurs. Les récoltes sont recensées en trois parts égales (Citoyens, esclaves, étrangers). Les deux premières sont affectées mensuellement aux citoyens et aux esclaves. La troisième est vendue sur des marchés soigneusement réglementés et surveillés par des étrangers en échange des produits de leur industrie. Les métiers sont confiés à des étrangers qui ne pourront exercer plus d'un métier à la fois.

Afin de préserver l'équilibre de la cité et parvenir au plus haut degré de la vertu politique, il est nécessaire de poser une limitation de la **fortune** et des **biens** de chacun : « *Dès qu'une famille jouira d'une fortune supérieure au quadruple de la valeur du lot de famille, on lui confisquera le supplément*».

Les gardiens des Lois et autres magistrats sont élus après avoir passé un examen. Les magistratures ne sont pas rémunérées.

Au total Platon ne fait pas preuve d'un optimisme excessif. Même si l'on établit ces lois, l'avenir de la Cité dépendra selon lui des choix qui seront faits pour les magistrats et les gouvernants.

H- Aristote : économie de Nature, économie de Cité

Aristote (384 – 322 av. J.-C.) accorde dans sa pensée une place beaucoup plus importante à l'économie : Auteur fondamental de l'**Antiquité**, il influencera de manière prépondérante toute la période **médiévale**.

Dans les **Économiques** et l'**Éthique à Nicomaque**, **Aristote** pointe la différence fondamentale qui sépare à ses yeux l'économique de la **chrématistique** (de *khrema*, la richesse, la possession) qui est l'art de s'enrichir, d'acquérir des richesses.

Selon lui, l'accumulation de la monnaie pour elle-même est une activité contre **nature** qui déshumanise ceux qui s'y livrent : Avec Platon, il condamne le goût du **profit** et l'accumulation de richesses.

Le **commerce** substitue l'argent aux **biens** ; l'**usure** crée de l'argent à partir de l'argent ; le **marchand** ne produit rien.

La **chrématistique** lui apparaît comme ensemble de ruses et de stratégies d'acquisition des richesses pour permettre un accroissement du pouvoir politique. À ce titre elle doit être condamnée d'un point de vue **philosophique**.

Au contraire, il valorise l'**agriculture** et le « **métier** » qui fondent une économie naturelle où les échanges et la **monnaie** servent uniquement à satisfaire les besoins de chacun. **Aristote** garde toujours le souci d'agir conformément à la **nature**. Celle-ci fournit « la terre, la mer et le reste » : l'économique est donc l'art d'administrer, d'utiliser les **ressources naturelles**, ce qui s'oppose totalement à l'art d'acquérir et de posséder.

Aristote inclut dans cette vision l'idée d'un rapport de réciprocité : l'économique ne peut être séparé du **social** : l'échange est comme un « retour sur équivalence » ; C'est un motif supplémentaire de condamnation de la **chrématistique**, qui substitue l'objet à la relation sociale et finalement l'argent à l'objet.

Chez **Aristote**, de fait, l'échange, même basé sur la **monnaie**, est toujours envisagé comme permettant de renforcer le lien social : Alors qu'il est absent de la tribu (où seul le troc

existe), son apparition dans la cité contribue à faire la **société**. Car s'il n'y avait pas d'échanges, il ne saurait y avoir de vie sociale ; il n'y aurait pas davantage d'échange sans égalité, ni d'égalité sans commune mesure.

L'apport d'**Aristote** est donc remarquable à plusieurs niveaux :

1. C'est tout d'abord la distinction fondamentale qu'il établit entre l'économie naturelle (*économique*) et l'économie d'argent (*chrématistique*) ;
2. C'est une réflexion fine sur le rôle de l'échange dans le lien social.
3. L'autre résultat original et remarquable de sa réflexion est la différenciation opérée entre valeur subjective et valeur commerciale d'un **bien**, que l'on peut facilement rapprocher des notions de **valeur d'usage** et de **valeur d'échange** qui apparaîtront au **XVIII^e siècle**.
4. On trouve aussi dans *l'éthique à Nicomaque* des **concepts éthiques** comme les **quatre causes** (cause matérielle, cause formelle, cause efficiente, et **cause finale**), qui esquissent les notions de **valeur d'échange** et de **valeur d'usage** utilisées par les théories économiques modernes.

I- Les Utopies finales (IV^e-I^{er} siècle av. J.-C.)

Après **Platon** et **Aristote**, un courant multiforme se développe dans un **oekoumène** en expansion. L'élargissement du monde connu résulte, entre autres, de l'épopée d'**Alexandre**, qui envahit l'Asie et contribue fortement à étendre le cadre géographique du monde grec.

Puis, l'empire macédonien est divisé entre les successeurs d'**Alexandre**, les **Diadoques** : des monarchies apparaissent dont certaines promeuvent des mesures d'**économie dirigée**, en particulier le **royaume ptolémaïque** en **Égypte**. Le mysticisme oriental introduit alors de nouveaux courants de pensée qui entament l'ordre de la raison propre au génie grec de la période précédente.

Les tendances au **naturalisme** conduisent à idéaliser l'état de nature pour en faire une sorte « d'**âge d'or** » qui aurait été corrompu par la suite. **Jean-Jacques Rousseau**, dans son **Discours sur l'inégalité**, fera référence à l'un de ces auteurs, notamment **Dicéarque** de Messène, et **Marx** et **Engels** n'en sont pas éloignés lorsqu'ils évoquent le **Communisme primitif**.

Les tendances au **rationalisme** font rejeter coutumes religieuses et traditions sociales (**Épicure**). **Évhémère**, en tant que premier théoricien de l'**athéisme** systématique, est l'auteur d'un plan rationnel de cité communiste (l'île de **Panchaïe**).

Les tendances à l'**universalisme** invitent tous les hommes à la communion dans l'humain, et sont à ce titre les premières philosophies de la personne. Ainsi, dans le courant **stoïcien**, **Posidonios** (l'un des maîtres de **Cicéron**) présente une première critique systématique de l'esclavage aux II^e siècle av. J.-C. et I^{er} siècle av. J.-C., et influence le **droit romain** dans le sens d'un adoucissement de la condition servile.

II-1-2 Le Monde Romain

A-Rome

Avec l'essor et le développement d'un Empire, les romains font montre d'un intérêt plus orienté vers les questions liées à la gestion et l'organisation pratique. Parmi les éléments notables de cet apport qui va inspirer de façon durable l'Occident on peut citer :

1. **la question de la gestion des espaces et de l'économie rurale** avec des réflexions sur les thèmes de la **colonisation** avec la gestion des territoires et populations conquis ; avec la publication de recueils de gestion de l'économie rurale rédigés par des auteurs comme **Caton**, **Columelle**, **Pline l'Ancien** ou **Varron** avec l'institution de la **Villa** ou du **Latifundium**. Caton et **Varron**, assez représentatifs de la mentalité romaine, placent l'agriculture au-dessus du commerce et condamnent le prêt à intérêt, donc le commerce de l'argent, même si dans la pratique (non théorisée), les **monetarii** font le commerce de l'argent et pratiquent le **prêt à intérêt**, en même temps que les autorités manipulent les monnaies.
2. la création du Droit avec l'instauration du **Droit de propriété** ou des règles propres à l'**héritage**
3. la réflexion sur les liens constitutifs de la Société : les Historiens et moralistes contribuent à fonder ou à restaurer un idéal de la cité et de la **citoyenneté** qui connaît son apogée sous l'Empereur **Auguste**. D'autres, par le lien de **Clientèle**, s'efforcent de s'attacher un ensemble « d'obligés ».
4. au III^e siècle-V^e siècle ap. J.-C., sous le **Bas-Empire**, des idées dirigistes naissent pour contrer les difficultés économiques et sociales : **Dioclétien** met en place une taxation générale des prix. Sont aussi instaurées des « **Collegia** » et des **Corporations publiques**.

B- L'apport de la première chrétienté

- Le Partage des biens
- Le Statut des personnes

C- La « Cité de Dieu » et L'« Augustinisme politique »

Selon **Saint Augustin** (354-430), les hommes vivent dans le cadre de deux cités : la « cité terrestre » au sein de laquelle les hommes dépendent les uns des autres et mènent une existence pécheresse, et la « cité de Dieu » dans laquelle ils se retrouvent dans la communauté de la foi et ne dépendent plus que de Dieu. Augustin refuse les perspectives utopiques et millénaristes défendues au II^e siècle par certains Pères de l'Église. Pour lui, seule la seconde cité est importante pour le quotidien des chrétiens, qui doivent se soumettre et œuvrer dans le cadre imparfait mais réel des institutions existantes. Cette thèse donne naissance par la suite à « l'Augustinisme politique » et à la distinction fondamentale selon laquelle il existe « un partage des tâches entre le *pouvoir temporel* (l'État) et le *pouvoir spirituel* (l'Église) ».

La doctrine de **Saint Augustin** facilite l'intégration de l'Église et de la société féodale dans la première phase du **Moyen Âge**, caractérisé par une économie pour l'essentiel non marchande. Cependant, avec la reprise économique et la mutation politique qui prend son ampleur aux XII^e et XIII^e siècles, la pensée de Saint **Thomas d'Aquin** conduit à une approche nouvelle des problèmes pour répondre au double défi de l'émergence d'une pensée qui se veut plus rationnelle et plus scientifique.

II-2 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU BIEN COMMUN : L'ÉPOQUE MÉDÉVALE

II-2-1 Naissance et évolution du système domanial

Selon **Georges Duby** : « Au VII^e siècle l'existence de grands domaines est attestée (...) qui sont l'objet d'une exploitation directe (...) reposant sur l'emploi d'une troupe d'esclaves. Pourtant déjà, et le cas semble de plus en plus fréquent dans les régions les plus évoluées, on découvre des « villae » dont la terre n'est pas toute entière mise en valeur par les serviteurs de la maison : pour une part elle est partagée entre des « tenures », entre des exploitations satellites concédées à des familles paysannes... Toutefois ces « manses » comme on commence à les nommer au VII^e siècle dans la région parisienne, ne sont plus seulement peuplées d'hommes libres. Certains sont occupés par des esclaves... Il semble que les grands propriétaires aient découvert à cette époque qu'il était profitable de marier certains de leurs esclaves, de les caser dans un « manse », de les charger de cultiver les terres attenantes et de nourrir ainsi leur famille. Le procédé déchargeait le maître, réduisant les frais d'entretien de la domesticité. Il stimulait l'ardeur au travail de l'équipe servile et en accroissait la

productivité. Il assurait aussi son renouvellement puisqu'il confiait aux couples d'esclaves le soin d'élever eux-mêmes leurs enfants jusqu'à ce qu'ils fussent en âge de travailler. (...) En même temps que se restreignait l'étendue des terres en exploitation directe, se multipliait le nombre des tenanciers.... Se met alors en branle une lente mutation de l'esclavage qui le rapproche peu à peu de la condition des tenanciers libres. C'est un des évènements majeurs de l'Histoire du Travail et qui fut certainement un facteur décisif du développement économique. »

« Nous sommes mal informés sur les devoirs des exploitants à l'égard du maître de leur terre... Dans les provinces les plus romanisées, il se peut qu'ait survécu l'usage de contrats aux termes desquels la terre était concédée pour un temps déterminé en échange seulement de redevances en nature. (...) Plus au Nord, en revanche, il semble bien que la concession d'une tenure ait astreint le paysan libre, non seulement à livrer des grains, du bétail ou du vin, mais à mettre ses bras ou ses bêtes de trait au service du domaine pour certaines tâches déterminées, réparer les bâtiments seigneuriaux, construire des clôtures, charrier les récoltes, porter les messages et parfois mettre en culture une portion des champs seigneuriaux.»

II-2-2 Apport Judéo-Chrétien

Les penseurs économiques du Moyen Âge sont avant tout des théologiens. **Joseph Schumpeter** a d'abord considéré les **scolastiques** de la fin du **XIV^e siècle** au **XVII^e siècle** comme les fondateurs les plus proches de la **science économique**. Raisonnant dans le cadre du **droit naturel**, ils préfigurent l'économie moderne dans le domaine de la **politique monétaire**, de l'**intérêt**, et la théorie de la **valeur**.

L'**Ancien Testament** contient de nombreux jugements et prescriptions économiques. Il ordonne l'absence de propriété perpétuelle sur la Terre et instaure une redistribution périodique. Il interdit les **prêts à intérêt**, et enfin il hiérarchise selon leur honneur les activités économiques, faisant de l'**agriculture** la première et du **commerce** la dernière.

Le **Nouveau Testament** encourage l'homme à mettre en valeur ses **talents**, en faisant fructifier des placements (**parabole des talents**). Si l'**homme** travaille la **terre**, c'est un moyen de mettre en **valeur** ses talents en agriculture, et de même dans tous les domaines de l'activité humaine, dans l'**industrie** et le commerce par exemple. Mais le Nouveau Testament prévient aussi contre les tentations matérielles liées à l'accumulation et à l'utilisation superflue des richesses. Il insiste sur une répartition équitable des **biens** (Lazare).

Au **IV^e siècle** se produit une séparation nette entre **christianisme** et **judaïsme** sur les questions économiques : le **judaïsme** commence à élaborer une codification de l'économie (voir **Intérêt de l'argent et religions monothéistes**), tandis que le **christianisme** continue d'interdire le prêt à intérêt. Situation qui aura des conséquences très importantes par la suite sur les relations entre les chrétiens et les **juifs** : ces derniers vont souvent assurer la fonction de banquier, interdite aux chrétiens. Cela fut sans doute une des causes majeures de l'**antijudaïsme** au **Moyen Âge**. De ce fait, le **Moyen Âge** voit un renouveau des **échanges commerciaux** et une multiplication des opportunités de profit.

Une grande partie des **théologiens** de l'époque, au premier lieu desquels **Thomas d'Aquin**, ne s'attachent pas à décrire les mécanismes économiques mais cherchent plutôt à définir leur **moralité**, leur caractère licite ou illicite selon la **morale chrétienne**. Les **Franciscains** font peut-être exception à cela, avec des théorisations poussées du **marché** (voir par exemple celle effectuée par **Pierre de Jean Olivi**). Aux **XI^e** et **XII^e** siècles, une controverse oppose l'**abbaye de Cluny** et l'**abbaye de Cîteaux** sur l'usage de l'**argent**, qui commence à circuler de façon importante. En effet, alors que Cluny dépense l'argent accumulé en cérémonies et en divers objets liturgiques pouvant être considérés comme à la limite de l'ostentation, Cîteaux réinvestit constamment les biens gagnés par le travail de ses moines dans l'acquisition de nouvelles terres. Bien qu'alimenté par des dons à la hauteur de ses dépenses somptuaires, Cluny sera ainsi confronté à d'importantes dettes, tandis que Cîteaux prospérera de façon durable. **Bernard de Clairvaux**, de l'**ordre cistercien**, joua un rôle clé dans ce débat.

Les canonistes médiévaux posent la question du **bien commun**, notamment à travers les travaux de saint **Thomas d'Aquin** et de ses réflexions sur la **propriété** privée et la recherche du juste prix dans les échanges. Une grande partie d'entre eux reprennent les conceptions d'**Aristote** sur la stérilité de la monnaie ; *a contrario*, le franciscain **Pierre de Jean Olivi**, témoin de l'essor économique du **Languedoc**, théorise l'usage de la monnaie et distingue usage et propriété.

Ils interdisent conformément au **dogme** théologique le prêt à intérêt, ou l'« usure », définie dans le **Décret de Gratien**. Cette interdiction, entérinée par le **troisième concile du Latran** (1179) qui interdit aux « usuriers » d'être enterrés dans les **cimetières** chrétiens, entre dans le **droit civil** pour des siècles. Il faut cependant nuancer ce lieu commun : à partir du **XI^e siècle** et de la **Renaissance du XII^e siècle**, ce ne sont pas toutes les formes de prêt à intérêt qui sont condamnées, mais seulement celles qui servent au profit personnel, lequel est qualifié d'usure. En revanche, lorsque le prêt à intérêt est effectué au bénéfice de la

communauté, notamment par une **personne morale** (seigneur, abbaye, *universitas*), il est admis.

De même, le rôle éventuellement spéculatif de la monnaie, déjà entrevu et condamné par Aristote, génère une méfiance séculaire, source de nombreuses interdictions. Le prêt à intérêt ne sera pratiqué pendant longtemps que par les Syriques (chrétiens d'orient) et plus tard par les Juifs.

Pour **Saint Thomas d'Aquin (1225-1274)**, les **marchands** doivent pratiquer un « juste prix » découlant de la **coutume**. Ce qui est censé les prévenir d'un enrichissement exagéré. L'activité **commerciale** doit être légitimée par un apport réel de richesse au **produit** via sa transformation, son transport ou à la limite par son caractère vital pour la survie du marchand et de sa famille. Il condamne par ailleurs le **prêt à intérêt**, car selon lui la reconnaissance de l'emprunteur ne doit pas se manifester par une récompense financière, mais par l'**estime**, la gratitude ou l'**amitié**.

Nicolas Oresme, évêque de Lisieux, précepteur et conseiller de **Charles V**, publie en 1366 « *de origine natura, jure et mutationibus monetarum* » qui est le premier texte de politique monétaire destiné au Prince. Il explique le rôle de la monnaie et l'amoralité de ses altérations. Il donne une première analyse des conditions de fonctionnement d'un système bimétallique.

II-2-3 Apport des penseurs économiques de l'Islam

A- Finances publiques

Plusieurs problèmes seront abordés par les auteurs arabo-musulmans : ceux de l'impact des recettes fiscales, puis du rôle des dépenses publiques et du déficit public.

1- Trop d'impôt tue l'impôt

Dès le VIIIe siècle, **Al-Muqaffa** (720-756/757) dénonce l'oppression fiscale dont sont victimes les paysans. L'agriculture n'est peut-être pas une source de richesse comparable au commerce maritime, mais elle n'en demeure pas moins encore le principal fondement de l'économie en ce siècle. Il est donc vital que l'État préserve cette activité de toute atteinte nuisible au développement de sa production. **Abou Yoûsouf, Al-Dimashqî** au IXe-XIIe siècles et **Miskawayh** (932-1030) ne disent pas autre chose.

Ce dernier décrit les multiples effets externes négatifs dus aux paysans qui abandonnent la terre et observe qu'avec la diminution du surplus agricole, le produit de l'impôt déjà en baisse ne parvient même plus au pouvoir central. De même **Al-Mawardi** (974-1058) recommande de

ne pas tuer la matière imposable. **Ibrahim ibn Ya'qub** (1059-1126) préconise la nécessité d'imposer chacun selon sa capacité contributive. **Ibn Khaldûn** (1332-1406) plaide également dans ce sens, tout en replaçant ces observations au cœur d'un cycle des finances publiques.

2- Le rôle des dépenses publiques et du déficit public

Le Trésor doit prendre en charge toutes sortes de travaux publics, dit Abu Yousuf. Mais son raisonnement va plus loin : jusqu'où peut-on développer ces travaux qui finalement accroissent les recettes fiscales ? Réponse : jusqu'à ce qu'ils génèrent des externalités négatives (en langage moderne) qui feraient baisser le kharâj (l'impôt foncier). Le bon emploi des recettes fiscales, c'est également le souci d'Al-Turtûshi qui préconise de procéder à des dépenses d'intérêt collectif : « Ce qui sera prélevé, sera dépensé de telle sorte que le bénéfice qui en sera retiré retombe sur les sujets eux-mêmes. »

Que faire si le Trésor est dans la gêne ou quelque peu mal en fonds ? Plusieurs solutions existent dit Al-Mawardi y compris le déficit *via* l'endettement public, suggérant ainsi un rejet de la charge du remboursement sur les générations futures. Contraint par les nécessités financières, Al-Mawardi présente une vision moderne des finances publiques, à deux doigts du principe du budget cyclique, c'est-à-dire de la recherche de l'équilibre budgétaire sur plusieurs années à défaut de le réaliser sur un an.

Al-Ghazâlî (1058-1111) admet la possibilité d'un emprunt public sous deux conditions : que la situation le justifie, et que les ressources de l'Etat en permettent le remboursement ultérieur.

Pour Ibn Khaldûn (1332-1406), l'augmentation des dépenses publiques accompagne la complexité croissante de l'Etat. Ibn Khaldûn fait des dépenses publiques un rouage important du circuit économique. Du fait du poids de ses dépenses, l'Etat apparaît comme un acteur prépondérant sur la scène économique et sociale : l'auteur met donc l'accent sur le rôle moteur de la demande de l'Etat dans le circuit économique. L'argent prélevé par l'impôt doit revenir, sous une forme ou une autre, dans le circuit économique, c'est-à-dire aux consommateurs afin d'entretenir la demande privée, et par suite la production. Si la redistribution est insuffisante, elle engendre un ralentissement de l'activité économique qui réduira à son tour les recettes fiscales. Chez Ibn Khaldûn, la notion de multiplicateur keynésien n'est pas très loin !

B- Cycles économiques

Platon avait décrit l'âge d'or, puis l'ère de décadence de la cité. La pensée arabo-musulmane reprendra ce thème, mais en l'approfondissant considérablement.

1- La perception des cycles

Dans *L'histoire de Bûyides*, Miskawayh (932-1030) pressentait déjà l'existence de tels cycles. Al-Bîrûnî (973-1048/1050) précisera un peu plus la notion. Les phases du cycle commenceront à être décrites, encore très sommairement, par Al-Turtûshi (1059-1126) qui distingue néanmoins très nettement les phases de prospérité et les phases de décadence. Il n'indique cependant pas explicitement les causes ni les modalités du retournement, nous privant d'une véritable analyse cyclique. L'auteur réunit les éléments nécessaires, mais ne les utilise pas pour construire une dynamique de l'évolution économique ; Ibn Khaldûn s'en chargera.

2- L'analyse dynamique des cycles d'Ibn Khaldûn

Ibn Khaldûn envisage le devenir de la civilisation dans sa totalité économique, politique, sociale et culturelle. Les cycles population-production et des finances publiques qu'il décrit sont réintégrés dans une remarquable dynamique d'ensemble.

Dans un premier temps, l'interdépendance des phénomènes donne lieu à un processus cumulatif expansionniste, composé de relations réciproques entre population et production.

L'analyse d'Ibn Khaldûn réunit tous les principaux éléments explicatifs d'une théorie de la croissance : croissance démographique, division du travail, progrès technique, gains de productivité, ainsi que la nécessité pour l'Etat de respecter la liberté de chacun, tant en matière de profit individuel que de propriété privée. Inversement toutefois, ces mêmes éléments peuvent engendrer un processus cumulatif à la baisse : c'est la phase de dégradation économique et politique..

Ibn Khaldûn propose même une explication très moderne du retournement qui survient au terme de la période d'expansion. La croissance engendre des effets négatifs (externalités négatives) : processus de développement déséquilibré au bénéfice des grandes cités qui attirent travailleurs et commerces au détriment des petites villes (une sorte d'effet d'agglomération à la Krugman), surpopulation relative et épidémies dans les grandes métropoles, fâcheux effets du goût du luxe (effets d'imitation, accroissement inconsidéré des dépenses somptuaires privées et publiques, déficits et endettements privés et publics). Cette croissance déséquilibrée entre les secteurs des biens de consommation et celui des investissements publics et privés, jointe à la désintégration des finances publiques, finit par précipiter la phase de décadence économique et politique, et, in fine, la chute de la dynastie au pouvoir. La théorie de la croissance et des cycles développée à la fin du XIV^E siècle par Ibn Khaldûn, est à mille lieues des considérations de Platon.

C- Monnaie et prix

Les auteurs arabo-musulmans ont repris l'analyse des fonctions de la monnaie de la pensée grecque, et plus précisément de celle d'Aristote. Mais leur réflexion, nourrie par l'observation des faits qu'ils cherchaient à comprendre, s'est très vite portée sur les incidences économiques et sociales de la circulation monétaire.

1- La mauvaise monnaie chasse la bonne

Al-Ghazâlî (1058-111) observe et dénonce la circulation d'une monnaie contrefaite ou altérée à côté des bonnes pièces. Il rejette cette mauvaise monnaie, mais admet cependant quelle soit tolérée sur le marché, pour des raisons pratiques, à condition d'en informer les détenteurs. Il y a donc simultanément une circulation d'une bonne et d'une mauvaise monnaie, mais l'observation ne porte pas plus loin, de même, par exemple que celle d'Ibn Abd Al-Ra'uf.

Ibn Taymiya, ainsi qu'Al-Qayyim (1292-1406), condamnent les pratiques répétées de dégradation des monnaies, ainsi que leur frappe trop importante. Il en résulte que la bonne monnaie fuit vers l'étranger, et il ne reste plus que de la mauvaise monnaie dans le pays.

Al-Tilimsani (XIVe-XVe) s'élève également violemment contre ce fléau de l'époque, le faux monnayage et l'altération des monnaies.

Enfin Al-Maqrîzî (1363-1442) observe et note la disparition progressive des dirhams d'argent, puis celle des dinars d'or, laissant bientôt la place à la seule monnaie de cuivre. Parmi les raisons invoquées, outre la thésaurisation, il cite les raisons commerciales, mais, la véritable cause qu'il met en avant, est la crise économique et sociale du pays (l'Égypte), et la gestion calamiteuse des finances publiques. Al-Maqrîzî se situe donc dans la lignée d'Aristophane, Oresme, sans oublier ses devanciers arabo-musulmans, qui avaient déjà dénoncé ce phénomène. Il annonce, on ne peut plus clairement, la future loi de T. Gresham (1519-1579) « La mauvaise monnaie chasse la bonne ». Toutefois, l'analyse d'Al-Maqrîzî est plus poussée que celle d'Ibn Taymiya ou de Gresham. Comme eux, il formule un comportement de substitution entre bonne et mauvaise monnaie, mais il va en proposer une explication qui va au delà de la simple reconnaissance d'un phénomène lié à la seule psychologie monétaire des individus. La crise politico-économique et la mauvaise gestion des finances publiques sont les vrais responsables de la fuite et de la disparition des métaux précieux, remplacés par une prolifération de monnaies de cuivre de mauvais aloi que nul ne désirait. L'explication d'Al-Maqrîzî dépasse donc la simple dimension monétaire.

2- La relation monnaie-inflation

Les pratiques répétées de dégradation des monnaies, ainsi que de leur frappe trop importante, amènent des auteurs comme Ibn Taymiya, à réfléchir sur les implications de cette politique. Ibn Taymiya met en évidence une relation à respecter entre masse monétaire et volume de transactions, sous peine de voir diminuer le pouvoir d'achat de la monnaie et donc de porter préjudice à la population.

Al-Maqrîzî s'interroge sur la hausse des prix qu'il observait. Il distingue deux séries de causes. Les premières sont naturelles ou extra économiques, mais les causes véritables et fondamentales sont tout autres : il s'agit de la corruption et de la concussion à tous les échelons de la société, de l'augmentation de la rente, et de l'augmentation de la circulation monétaire. La solution préconisée par l'auteur est d'en revenir à un système d'étalon or.

Al-Maqrîzî propose une première expression de la théorie quantitative de la monnaie en reliant les prix à la circulation monétaire, faisant de lui un lointain précurseur de Jean Bodin, et même de Monsieur de Malestroit. Son analyse va même beaucoup plus loin, puisqu'il s'intéresse également aux effets de l'inflation : inégalités sociales et régression économique.

Avant lui, Ibn Taymiya pointait aussi du doigt la désorganisation du commerce liée à la multiplication des pièces altérées et à l'inflation. De même, Al-Tilimsani observait les trois phénomènes suivant, qu'il relie parfaitement : 1) l'intense circulation des monnaies altérées a évincé la bonne monnaie d'or ou d'argent ; 2) cette grande quantité de mauvaise monnaie provoque l'inflation ; 3) l'inflation finit par appauvrir ses victimes si on n'y prend garde.

Ibn Khaldûn, quant à lui, craint tout autant l'inflation que la déflation pour leurs effets négatifs sur l'activité économique, mais n'apporte pas vraiment d'éléments novateurs sur la relation monnaie-prix.

D- L'existence d'un schéma économique général dans la pensée arabo-musulmane

L'examen rapide de ces trois seuls thèmes, les finances publiques, les cycles économiques et les relations monnaie-prix, montre à quel point la réflexion arabo-musulmane, surtout à partir du XIII^e siècle, pouvait parvenir à une vision englobante des phénomènes économiques et sociaux.

Ainsi, dès le IX^e siècle, la pensée de l'Islam s'est approprié les savoirs abandonnés par la Grèce ou Byzance, et que personne n'avait repris. Cependant, l'Islam ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Sous l'influence de l'évolution des structures économiques et sociales, ainsi que

le poids de la religion et de la théologie, il y eut d'abord une islamisation de la pensée économique. Cette islamisation n'a toutefois pas empêché la réflexion économique de se perfectionner et de s'étendre en terres musulmanes, du moins jusqu'au XV^e siècle. La pensée grecque n'a pas délivré d'analyse aussi poussée et réaliste en matière de finances publiques. Elle apparaît bien fruste dans le domaine des cycles économiques et ne s'est pas vraiment exprimée sur la relation monnaie-prix. Elle n'a pas ce schéma économique général que l'on commence à discerner dans la pensée arabo-musulmane.

Ces multiples avancées dans le domaine économique illustrent à quel point il est difficile aujourd'hui de se contenter de la thèse du "grand vide" de J.A. Schumpeter, ou même de la "simple médiation" de la pensée grecque. La contribution de l'Islam à l'élaboration de la pensée économique est réelle et novatrice dans bien des domaines, mais l'Occident chrétien ne semble pas l'avoir intégrée dans sa quête de connaissance, comme il le fit pour la philosophie. La réflexion de l'Islam dans le champ économique commencera malheureusement à s'estomper à partir du XIII^e siècle, pour s'éteindre définitivement au début du XV^e siècle. Le « grand sommeil » allait prendre place après ce "grand vide" qui n'avait jamais existé.

II-3 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU PRINCE : RENAISSANCE ET ANCIEN REGIME

II-3-1 Nouveau contexte global marqué par la Renaissance et la Réforme

L'époque « moderne » de la **Renaissance** marque une période de changement radical des **mentalités** et de vision du **monde**, dû -entre autres- à l'apparition de l'**imprimerie** et aux **grandes découvertes**. De ce point de vue, le **nouveau monde** qui s'ouvre offre tout-à-coup des perspectives sur le plan économique.

Les besoins de réforme se font sentir depuis le **XIV^e siècle**, justement sur ces questions. En effet, certains aspects économiques pervers de cette époque, comme le trafic des **indulgences**, sont de plus en plus mal ressentis par la population, en particulier dans les pays du nord de l'**Europe**. Les **grandes découvertes**, le **commerce** transatlantique et le **traité de Tordesillas** -qui partage les sphères d'influence dans le nouveau monde- favorisent un enrichissement rapide des pays du sud de l'**Europe** tandis que les Pays du Nord de l'Europe se sentent injustement exclus.

Les **guerres de religion** à la suite de la **Réforme** font émerger l'idée du **libre-échange** qui sera formulée plus tard par **Hugo de Groot** (Grotius).

II-3-2 La Réforme protestante

La **Réforme protestante** de **Luther** se construit ainsi autour d'une réaction contre le système des **indulgences**.

Parmi les réformateurs protestants, **Jean Calvin** défend le prêt à **intérêt**, en préconisant un taux modéré de 5 %. Le **crédit** peut ainsi se développer dans les villes protestantes.

La Réforme protestante se développe donc dans ce climat de changement de **mentalité**, dans lequel le **travail** prend davantage de **valeur** par rapport au **commerce** pur. C'est la célèbre thèse de **Max Weber** (*L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905). Elle explique qu'avec la Réforme, le travail devient une nouvelle vertu : auparavant destiné à la seule survie, il devient l'origine de la richesse et de son accumulation qui, selon la logique **protestante** de la **prédestination**, serait un signe d'« élection divine ». Le travail et la richesse qu'il produit concourent à la gloire de Dieu ; le **temps** est précieux et l'**épargne** devient une vertu. La pensée protestante transmettrait aussi selon lui l'**éthique du métier**, mais assurerait surtout une rationalité plus grande que celle permise par la pensée **catholique**. Ce faisant, elle lève de nombreux obstacles **moraux** à l'activité économique.

En **1516**, **Thomas More** fait une première critique des conséquences sociales de la naissance de ce nouveau système économique, que marquait le **mouvement des enclosures** en **Angleterre** en décrivant dans **Utopia** une société imaginaire où règnerait un régime de communautaire, sans aucune monnaie. Les **échanges** y étaient régis par un système de **troc**. Toutefois, on ne peut considérer Utopia comme un traité d'économie, et encore moins réduire la pensée de Thomas More à ce seul ouvrage : **Thomas More** n'était pas un économiste, mais plutôt un **juriste**, un **homme politique**, et un **théologien** (voir l'œuvre complet dans l'article **Thomas More**). Il est probable que, vu le peu de facilité dans l'impression, la traduction, et la diffusion des ouvrages à l'époque moderne, la postérité ait effectué un **biais** sur la pensée et l'œuvre de Thomas More, prenant Utopia comme argument pour la **satire** d'un système de **privileges** aux limites, puis pour la construction de pensées uniformisantes, que nos contemporains assimilent vite, sans doute par un effet d'**historicisme**, au **communisme**.

II-3-3 École de Salamanque

Parallèlement, en **Espagne**, l'**École de Salamanque**, à partir de la théorie des **droits naturels**, propose une conception subjective de la **valeur** et justifie la **propriété** privée et la liberté des **échanges**. Ses auteurs principaux sont les **jésuites Francisco de Vitoria (1483–1546)**, **Martín de Azpilcueta (1493–1586)**, **Domingo de Soto (1494–1560)**, et **Luis de Molina (1535–1600)**. Cette tradition sera reprise par les classiques français et l'**École autrichienne**.

Martín d'Azpilcueta est un précurseur de la **théorie quantitative de la monnaie**. Ses réflexions économiques portent sur les effets de l'arrivée en grande quantité de métaux précieux des Amériques, et l'inflation européenne qui en découle. Il définit la théorie de la valeur-rareté : tout bien devient plus cher lorsque la demande est plus forte que l'offre. C'est la quantité de métal précieux dans un pays qui détermine le pouvoir d'achat de sa monnaie. Il défend le prêt à intérêt, contre les recommandations de l'Église catholique romaine.

II-3-4 Autres Réformateurs précurseurs de l'économie moderne

Ces précurseurs vont contribuer à émanciper la pensée économique des réflexions scolastiques. Après eux l'économie est désormais une branche distincte de la philosophie et de la théologie. Les penseurs en économie ne sont plus issus de l'Église ni des milieux politiques. Ils ouvrent la voie aux idées d'abord **mercantilistes** puis **physiocratiques** qui seront successivement, chacune à leur manière, les principaux contributeurs à l'autonomisation progressive de la discipline «**Économie**». Après eux, la voie sera dégagée pour les fondateurs de la pensée économique moderne et notamment l'École dite Classique.

- **Nicolas Copernic**, plus connu pour ses travaux d'**astronomie**, est un économiste important. Il a publié plusieurs essais économiques. (voir **Nikolaus_Kopernikus#Ökonomische Schriften (de)**)
- **Boisguilbert et Vauban** sont partisans de la Réforme fiscale : à leurs yeux, les excès budgétaires et fiscaux du régime - présentés comme cause de **la sous-consommation** chronique- sont pointés par des auteurs comme :

- **Pierre de Boisguilbert** qui dénonce la ruine de la consommation : *«Pour trouver les causes de la ruine de la France, il ne faut que découvrir celle de la ruine de la consommation : il y en a deux essentielles... la consommation a cessé parce qu'elle est devenue absolument défendue et absolument impossible. Elle est devenue impossible par l'incertitude de la **taille**...*

enfin la consommation est devenue impossible par les *Aides* et par les *Douanes* sur les sorties et passages du royaume ».

- **Sébastien Le Prestre, Marquis de Vauban** (1663-1707) met en avant son « *Projet de la Dime Royale* » (1707) où est proposé de remplacer -comme le feront plus tard les Physiocrates- toutes les taxes existantes par un impôt unique de 1/10° prélevé sur la terre.

- **Richard Cantillon** (1680-1704), économiste irlandais vit à **Paris**. Il annonce la phase scientifique de l'économie politique par la publication en 1755 d'un magistral « *Essai sur la nature du commerce en général* » dans lequel il est le premier à présenter une vue cohérente des phénomènes économiques et des intuitions remarquables sur le revenu minimum, le rôle de la monnaie et de l'intérêt. Il analyse avec pénétration - avant **Jean-Baptiste Say**- la fonction de l'**entrepreneur** : Celui-ci effectue des paiements certains aux facteurs de production et vend à des prix incertains, assumant ainsi les risques de production. Il définit pour la première fois les **circuits économiques** globaux : **Schumpeter** lui attribue la paternité du « Tableau Économique » dont **Quesnay** va donner une formulation plus précise. Outre **François Quesnay**, il inspire les **physiocrates**, ainsi qu'**Adam Smith** : **Richard Cantillon** est en effet l'un des rares auteurs économistes à être cité par ce dernier dans son traité , publié en **1776**.

II-3-5 Les doctrines mercantilistes (1450-1750)

Jusqu'au Moyen Âge, les questions économiques sont traitées sous l'angle de la religion et les théologiens sont les principaux penseurs des questions économiques.

À partir des XV^e et XVI^e siècles un tournant majeur est amorcé par les marchands et les conseillers des princes. Tournant qui va créer la rupture.

En 1513, celle-ci est bien marquée lorsque paraît **Le Prince de Machiavel** où ce dernier ne craint pas d'expliquer que « *dans un gouvernement bien organisé, l'État doit être riche et les citoyens pauvres* ».

Sur le fond et d'un point de vue plus économique, le premier écrit qui contribue fortement au débat paraît en 1615, sous la plume d'**Antoine de Montchrestien** : son *Traité d'économie politique* utilise pour la première fois l'expression d'**économie politique**.

Avec lui, le Français **Jean Bodin**, l'Espagnol **Luis de Ortiz** et l'Anglais **William Petty** préparent l'avènement des **idées mercantilistes** qui vont occuper le devant de la scène durant la période allant de 1450 jusque vers 1750 et qui continue d'influencer - jusqu'à

aujourd'hui- sous des formes diverses le débat des idées. Ce mouvement naît dans une période qui se caractérise par la rencontre de deux tendances particulièrement favorables au changement : d'une part l'essor du « capitalisme commercial », encouragé par la multiplication des transports, les grandes découvertes ; d'autre part l'émergence de la notion d'État et des monarchies absolues en France et en Espagne entre le xvi^e siècle et le milieu du xviii^e siècle qui doivent tout faire pour s'imposer sur deux fronts : front extérieur face aux puissances étrangères (pouvoir papal et pouvoirs rivaux en Europe), front intérieur pour unifier la population et le territoire.

Dans ce contexte, les penseurs mercantilistes prônent le développement économique par l'enrichissement des nations au moyen du commerce extérieur qui permet de dégager un excédent de la balance commerciale grâce à l'investissement dans des activités économiques à rendement croissant, comme l'avait identifié l'économiste italien Antonio Serra dès 1613.

L'État tient un rôle primordial dans le développement de la richesse nationale, en adoptant des politiques protectionnistes établissant notamment des barrières tarifaires et encourageant les exportations. Le mercantilisme est protectionniste à l'extérieur mais à l'intérieur, au contraire, il vise à l'unification et au renforcement du marché national. Cette doctrine économique connaît son apogée du xvi^e siècle au xviii^e siècle, propagée par une littérature prolifique de pamphlets de commerçants ou d'États. Elle estime que la richesse d'une nation dépend de l'importance de sa population et de l'accumulation d'or et d'argent. Les nations qui n'ont pas accès aux mines peuvent obtenir l'or et l'argent en favorisant leur outil productif et en stimulant leurs exportations. Pour ce faire ils vont à la fois limiter les importations de produits finis et pousser aux importations de matières premières destinées à être manufacturées et exportées avec profit.

Au cours de cette période, le mercantilisme est loin d'être un courant de pensée uniforme. Une *littérature éclatée* apparaît, dans laquelle les hypothèses évoluent et se diversifient, rendant l'idée d'un courant unique assez vague. Il se répand dans la plupart des nations européennes en s'adaptant aux spécificités nationales. On distingue parmi les écoles mercantilistes :

1. le bullionisme (ou « mercantilisme portugais ou espagnol ») qui préconise l'accumulation de métaux précieux ;

2. En France, les premiers ouvrages notables qui analysent le fonctionnement économique de l'État et proposent des actions au gouvernement pour améliorer son fonctionnement, sont :

- En 1615, le *Traité d'économie politique*, d'**Antoine de Montchrestien** ;

- En 1695, *Le Détail de la France, la cause de la diminution de ses biens et la facilité du remède en fournissant en un mois tout l'argent dont le Roi a besoin et enrichissant tout le monde*, de **Pierre Le Pesant de Boisguilbert** ;

- En 1700, *La Dîme royale*, de **Vauban**.

3- **David Hume** et **Adam Smith** vont plus tard critiquer les mercantilistes pour leur intérêt marqué pour la monnaie et la balance commerciale. Mais en réalité les mercantilistes ne s'intéressent pas uniquement à l'amélioration de la **trésorerie** de l'État. En Angleterre, **William Petty** par exemple développe les premières réflexions sur des thèmes modernes comme celui de la masse monétaire, de la vitesse de circulation de la monnaie, ou sur l'intérêt du **plein emploi** pour la richesse de tous.

Au **XX^e siècle**, beaucoup d'économistes reviennent sur les critiques faites à l'encontre du mercantilisme et reconnaissent l'exactitude de certaines de leurs théories. Entre autres, **John Maynard Keynes** reprend dans sa « *Théorie Générale* » les réflexions liant le niveau du taux de l'intérêt avec les variations de quantité de monnaie.

Au total, la théorie élaborée par les mercantilistes n'est pas le fruit d'un **chrysohédonisme** simpliste (le fait de placer le bonheur au sein de l'or). Il est exact qu'elle préconise d'une part l'enrichissement de la Nation par l'accumulation de **métaux précieux** (comme l'or et l'argent sont source de la richesse), ce qui implique la constitution active d'un **excédent commercial**. Mais d'autre part, elle prend pour objectif le renforcement de la puissance de l'État, personnifié par le monarque absolu.

La résultante réside dans la conquête des marchés extérieurs (ventes à l'extérieur des produits manufacturés) et la préservation (ou une extension) du marché intérieur (restriction aux importations). D'où une sorte de « guerre commerciale », fondée non seulement sur le **protectionnisme** interne mais aussi sur l'**interventionnisme** externe.

On doit par ailleurs aux mercantilistes (et notamment à **William Petty**) le développement et l'utilisation des statistiques et des méthodes empiriques en économie. Celles-

ci dérivent de leur souci de surveiller la **balance commerciale** et les flux de **métaux précieux**, et parfois d'une sorte d'obsession du numéraire.

CHAPITRE III

L'ÉCONOMIE DE LIBERTE : LE LIBERALISME

III-1 PREMICES PHILOSOPHIQUES

III-1-1 Bernard de Mandeville (1670-1733)

Bernard de Mandeville, écrivain anglais publie en 1714, *La Fable des abeilles* où il tend à opposer la vertu et la prospérité. Selon cet auteur, la richesse économique collective découle des « *vices privés* », en particulier de la consommation de biens de luxe condamné par les mercantilistes ou les physiocrates comme un gâchis. Cette idée de séparer la morale de l'efficacité montre la nécessité de rompre avec l'influence des valeurs et de refuser les *a priori* dangereux. En effet, la conclusion provocatrice de cet auteur est que les vices privés se révèlent en fait être profitables à la communauté et sont donc des « *vertus collectives* ». Son analyse fait de la consommation une action tout aussi utile que l'**épargne** et annonce les thèses futures de **John Maynard Keynes**. Par d'autres aspects, elle préfigure le **libéralisme économique** et, selon **Friedrich Hayek**, « *l'ordre spontané* ».

III-1-2 Influence des philosophes des Lumières

Les philosophes des *Lumières* développent aussi des analyses économiques :

- **Montesquieu** est salué par **Keynes** pour avoir compris le premier le rôle des taux d'intérêt comme instrument de la **création monétaire** dans *De l'esprit des lois* (1748), même si, avant lui, **Jean-François Melon** et surtout, **Nicolas Dutot**, dans ses *Réflexions politiques sur les finances et le commerce* (1738), ont en partie déjà fondé leurs analyses sur l'influence monétaire des taux d'intérêt. Dans cette œuvre, Montesquieu voit aussi le commerce comme source d'adoucissement des mœurs et de paix entre les nations au contraire des mercantilistes qui en faisaient le « nerf de la guerre ».

- **Jean-Jacques Rousseau** décrit quant à lui le processus social de l'appropriation des terres, fondement de l'inégalité parmi les hommes et origine du **Droit** et de la société civile.

- L'écossais **David Hume** apporte la première contribution majeure à la théorie du **libre-échange** en tentant de démontrer que les déséquilibres commerciaux sont naturellement corrigés par des mécanismes monétaires.

III-2 LES FONDATEURS DU LIBERALISME ÉCONOMIQUE

Ce mouvement marque le tournant dans la pensée économique qui a commencé avec les travaux des **physiocrates**. L'**école classique** marque vraiment l'avènement de l'économie moderne. La période classique commence avec le traité d'**Adam Smith** sur la **Richesse des Nations** en **1776** et se termine avec la publication en **1848** des *Principes* de **John Stuart Mill**.. Cette pensée se développe principalement en **Grande-Bretagne** et en **France**.

C'est **Karl Marx** qui invente le terme classique pour distinguer les économistes « classiques » des économistes « vulgaires » : les économistes « classiques » étant -selon lui- ceux qui cherchent à déterminer l'origine de la **valeur**. **Keynes** adopte une vision plus large lorsqu'il fait référence aux « économistes classiques » : Pour lui, l'ensemble des économistes qui adhèrent à la **loi de Say** font partie de l'**école Classique**. De la sorte cette école s'étend jusqu'aux travaux de **Pigou** (1930).

III-2-1 Le mouvement physiocratique

Le terme « **Physiocratie** » ou « gouvernement par la nature » (issu du grec « phusis » la nature et « kratein » commander) a été forgé par **Pierre Samuel du Pont de Nemours**. C'est une **école de pensée économique** et politique née en **France** vers **1750**, qui connaît son apogée au cours de la seconde moitié du **XVIII^e siècle**

A-Le Tableau Économique de François Quesnay

Le fondateur de cette école est **François Quesnay** : il en devient le chef de file incontesté après la publication du **Tableau économique** en **1758**, où il représente la circulation des richesses dans l'économie. (voir aussi : **Anne Robert Jacques Turgot, 1727-1781** *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766))

Le « Tableau économique » de Quesnay s'inspire de la théorie des cycles de **François Véron Duverger de Forbonnais** et du « zig-zag » élaboré sous la direction de **Vincent de Gournay** et **Richard Cantillon**. Ces travaux révolutionnaires pour l'époque anticipent ceux

d'**Adam Smith** : Ils s'intéressent à la création de la richesse, mais aussi et surtout à sa répartition *via* des diagrammes de flux et de stocks représentant de manière très élaborée le fonctionnement de l'économie.

Le but de ce groupe de marchands et de grands commis de l'État est de mettre en place les outils qui permettront au Roi de France de mieux mesurer la création de richesse et ainsi pouvoir faire de meilleures lois afin d'éviter les disettes *via* une production et une répartition optimisées des richesses. Cependant, en prenant pour hypothèse que le travail est la source de toute création de richesse, cette analyse va heurter de plein front les intérêts de l'aristocratie française, pour laquelle le simple fait de travailler était synonyme de dérogeance ; si un Noble travaillait et que cela venait à se savoir, il en perdait sa noblesse, et seule une lettre de réhabilitation du Roi pouvait la lui rendre.

François de Quesnay en habile politique va dans le « Tableau économique » faire reposer la source de la richesse non plus sur le travail, mais sur la capacité « miraculeuse » de la terre à produire de la nourriture à chaque printemps. Il arrivera ainsi à se concilier les bonnes grâces des rentiers terriens tout en proposant un nouveau système prenant en compte autant que se peut les idées nouvelles et permettant de dépasser le **mercantilisme** (et le **colbertisme**) sans révolutionner la société.

Turgot, Catherine II la Grande, le roi **Stanislas II** font aussi partie de cette école de pensée.

B-La richesse produite par l'Agriculture

En opposition aux idées **mercantilistes**, les physiocrates considèrent que la richesse d'un pays consiste en la richesse de tous ses habitants et non pas seulement en celle de l'**État**. Cette richesse est formée de tous les **biens** qui satisfont un **besoin** et non de métaux précieux qu'il faudrait thésauriser. La richesse doit être produite par le **travail**.

Pour les physiocrates, la seule activité réellement productive est l'**agriculture**. La **terre** multiplie les biens : une graine semée produit plusieurs graines. Finalement, la terre laisse un **produit net** ou surplus. L'**industrie** et le **commerce** sont considérés comme des activités stériles car elles se contentent de transformer les matières premières produites par l'agriculture.

C- La Physiocratie distingue trois classes d'agents économiques

1. La classe des paysans, qui est la seule productive (producteurs terriens),
2. la classe dite « stérile » composée des « marchands » et « industriels ».
3. la classe des propriétaires.

Cette vision de l'économie est naturelle à une époque où l'immense majorité de la population est formée d'agriculteurs qui produisent tout juste de quoi assurer leur propre survie. La thèse selon laquelle la terre est la seule source de richesse, qui distingue les Physiocrates de leurs successeurs classiques, est néanmoins secondaire par rapport aux autres apports par lesquels les Physiocrates se distinguent de leurs prédécesseurs, qui ont été repris par les classiques et qui fondent l'économie moderne.

Vincent de Gournay et Turgot, souvent assimilés à l'école physiocratique, pensent au contraire que les manufactures et le commerce sont générateurs de richesses. Ils ne doivent donc pas être comptés parmi les physiocrates même si ces derniers leur ont fait beaucoup d'emprunts.

D- « Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises »

Dans la controverse sur le commerce des grains qui marque le milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates prennent parti contre les restrictions gouvernementales au commerce des blés (qui sont à l'époque la base de l'alimentation). Plus généralement, ils affirment que la meilleure façon de maximiser la richesse de tous est de laisser chacun agir à sa guise selon ses moyens et mettent ainsi au premier plan la liberté du commerce comme principe de politique économique.

Vincent de Gournay a popularisé la fameuse phrase « *Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises* », probablement due au Marquis d'Argenson, et qui passera à la postérité. Ce programme résumé en une phrase connaîtra un renouveau particulier avec la mise en avant des idées libérales dans le dernier quart du XX^e siècle, les partisans du libre-échange reconnaissant les physiocrates comme des précurseurs du libéralisme économique.

E- Promouvoir et défendre l'Ordre naturel

L'ordre naturel repose sur le droit naturel et se trouve gouverné par des lois qui lui sont propres. Le rôle des économistes est de révéler ces lois de la nature. Et le rôle du pouvoir est de garantir l'application du droit naturel. Ainsi, chaque homme a droit à ce qu'il acquiert librement par le travail et l'échange.

La liberté et la propriété sont des droits naturels que le souverain doit respecter et protéger en les consacrant dans le droit positif. Les physiocrates ne remettent pas en question

la [monarchie](#), mais veulent que le souverain, loin de se comporter en monarque absolu ou en [despote](#) arbitraire, se soumette au droit naturel et le fasse respecter. Respect qui impose la mise en œuvre de toute son autorité. C'est le sens de l'expression « [despotisme légal](#) » utilisée par [Lemercier de la Rivière](#), qui s'apparente plus au concept libéral d'[État minimum](#) qu'à l'acception courante du mot [despotisme](#).

III-2-2 Adam Smith

[Adam Smith](#) (1723 - 1790, est considéré par beaucoup comme un des fondateurs de la pensée économique moderne. Son traité [Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations](#)(1776) connaît un immense succès. Marwitz déclare en 1810 : « Il existe un monarque aussi puissant que Napoléon, c'est Adam Smith. » L'ouvrage est traduit et diffusé en France par [JB Say](#) au début du XIX^e siècle.

A-L'Homme est l'auteur de la Production et le principe de la Richesse

Smith contredit la thèse des physiocrates (seule la terre produit de la richesse) : Dès les premières lignes de son traité il reprend les thèses de [William Petty](#) et de [Condillac](#) pour affirmer que la [richesse](#) découle du travail de l'Homme qui n'a de cesse de s'organiser pour devenir plus efficace.

Il fournit à titre d'exemple la description d'une Fabrique d'épingles, qu'il semble avoir empruntée à l'[Encyclopédie](#). Dans les sociétés développées, le Travail produit le [capital](#), qui doit être subdivisé en [capital fixe](#) et [capital circulant](#), et dont le rôle est de rendre le travail plus productif. L'Épargne -définie comme une consommation différée- doit être encouragée.

La prodigalité manifestée à certains égards par les mercantilistes lui semble condamnable : « *L'industrie ne peut augmenter que dans la mesure où le capital augmente et le capital ne peut augmenter que dans la mesure où l'épargne s'accroît* ».

B-L'Homme cherche son propre intérêt

« *Il ne pense qu'à son propre gain* ». Le Marché est le principe d'Équilibre (La Main Invisible). En recherchant son propre gain, l'homme est conduit par « une [main invisible](#) » à servir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions : il travaille nécessairement au plus grand

revenu de la Société.”. Alors qu'avec les physiocrates les échanges sont conduits par des [flux](#), le marché de Smith résulte du libre jeu des [prix](#).

C-L'accumulation du capital est le principe du [Progrès](#)

Smith distingue trois états de l'économie (Progressif, stationnaire, rétrograde) et affirme qu'une accumulation de capital supérieure à l'accroissement démographique aura pour effet une hausse des salaires et des profits.

III-3 LES MAITRES CLASSIQUES (XIX^E SIECLE)

Plusieurs générations d'auteurs appartenant à l'[École classique](#) vont se succéder.

III-3-1 En Grande-Bretagne

A- [Thomas Malthus](#) (1766 - 1834)

Dans son ouvrage central -l'« *Essai sur le principe de population* » (1798))- , il explique que l'humanité est vouée à la misère : Les ressources disponibles augmentent en effet suivant une [progression arithmétique](#) (2, 3, 4...) alors que la population croît selon une [progression géométrique](#) (2, 4, 8...). Après avoir suscité une levée de boucliers, son analyse -qui conduit à prôner la restriction des naissances- se diffuse assez largement :

Elle est en phase avec le courant de [dénatalité](#) constaté de manière précoce et significative notamment en France. Elle donne des arguments aux partisans du [protectionnisme](#) agraire (voir la question du Tarif de garantie des prix agricoles mis en place en 1892 par le ministre [Jules Méline](#)).

[Malthus](#) rédige également une critique de la « [Loi des débouchés](#) » ou « Loi de [Say](#) » en pointant le rôle de l'épargne et -en particulier- de l'excès d'épargne. Thèse qui sera remarquée et reprise plus tard par [Keynes](#) dans ses analyses de la détermination de la [demande effective](#).

La teneur générale des idées de [Malthus](#) contribue à forger la doctrine dite du [Malthusianisme](#)

B- [David Ricardo](#) (1772 - 1823)

L'ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* en 1817 est son chef-d'œuvre d'analyse économique. Il constitue une vision d'ensemble de l'économie anglaise de

son époque et développe plusieurs points théoriques importants en utilisant la méthode déductive et la formalisation des relations économiques.

Par rapport à ses prédécesseurs, Ricardo se manifeste sur le plan de la forme par un mode d'énonciation plus abstrait et plus rigoureux : « *La méthode analytique de Ricardo est entièrement fondée sur deux principes : la réduction de la complexité économique en données de plus en plus nombreuses à mesure de la progression logique et l'établissement de relations causales entre les variables qui subsistent. D'où les possibilités offertes par Ricardo à la retranscription ultérieure de son texte à l'aide des mathématiques.* »

Son apport théorique donne naissance ou formalise des concepts qui feront date notamment dans les domaines suivants :

- **Valeur-travail** qui devient une notion centrale en économie (et sera reprise notamment par l'analyse marxiste)

- L'**émission monétaire**

- Le **Commerce International**

- Le **Salaire naturel**

- La théorie de la **rente**

Sur le plan du fond Ricardo privilégie l'étude des phénomènes de répartition de la richesse : En 1820, il écrit à **Malthus** quelques années avant sa mort : « *L'économie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie : une enquête sur la distribution... De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science.* »

C- Cobden et le Libre-Échange (1804-1865)

Plutôt méconnue est l'influence de **Richard Cobden**. Elle est pourtant considérable puisqu'il est l'apôtre inlassable du **Libre-échange** et qu'à ce titre, il obtient en Angleterre (de 1846 à 1850) l'abolition des lois protectionnistes et douanières. En 1860, à la tête de la délégation anglaise, il négocie avec la France un traité de commerce libéral.

III-3-2 En France

A- Jean Baptiste Say (1767-1832)

Jean-Baptiste Say est considéré comme le chef de file des économistes classiques français. Son renom est dû à la publication en 1803 de son *Traité d'économie politique*, mais aussi à la « Loi des débouchés », aussi appelée « Loi de Say ».

Jean-Baptiste Say a une vision quasi-matérielle de l'économie : Selon la « Loi des débouchés », les produits s'échangent contre des produits et donc l'offre crée sa propre demande.

« Il est bon de remarquer qu'un produit créé offre dès cet instant un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre dès l'instant même un débouché à d'autres produits. »

L'ouverture des débouchés étant quasiment automatique, les causes des crises de production lorsqu'elles existent doivent être recherchées ailleurs que dans le fonctionnement du marché.

La monnaie n'est qu'un voile neutre qui recouvre les transactions : Elle ne peut donc être recherchée pour elle-même. Cette conception monétaire sera reprise et développée par les tenants de la *Théorie quantitative de la monnaie*. Elle sera combattue par Keynes qui montre que les agents peuvent *thésauriser* une partie de leur revenu et ne pas réinjecter cette somme dans le circuit économique, contrairement à ce que prétend la « Loi des débouchés »

B- Frédéric Bastiat (1801-1850)

III-3-3 Aux États-Unis

L'effort de synthèse : John Stuart Mill (1806-1873)

III-4 LES NEO-CLASSIQUES : DES CHOSES AUX MECANISMES

L'École néoclassique naît de la « [révolution marginaliste](#) » dans les [années 1870](#). Elle se constitue à partir des travaux de [Carl Menger](#) (1840-1921), [Léon Walras](#) (1834-1910), [Vilfredo Pareto](#) (1848-1923) et [Alfred Marshall](#) (1842-1924). D'où les trois écoles issues du marginalisme : l'École de Vienne, avec [Carl Menger](#), l'École de Lausanne, avec [Léon Walras](#) et [Vilfredo Pareto](#) et l'École de Cambridge, avec [Alfred Marshall](#).

III-4-1 L'école de Vienne : Calcul différentiel et Utilité marginale

Cette école est la première à utiliser l'[utilité marginale](#) comme déterminant de la valeur des biens et le [calcul différentiel](#) comme instrument principal de raisonnement. Elle se caractérise en particulier par une extrême [mathématisation](#).

Fin XIX^e siècle, ces auteurs réorientent l'origine de la valeur vers les conceptions avancées autrefois par [Condillac](#) (idées qui avaient été éclipsées par la notion classique de cout de production) et définissent la valeur par rapport à l'utilité de la dernière portion ou quantité disponible d'un bien, soit son utilité dite marginale. Le procédé est appliqué à bon nombre de mécanismes de détermination économique : répartition des biens, valeur des biens de production, niveau de l'Intérêt, valeur de la monnaie.

III-4-2 L'École de Lausanne : l'Équilibre en économie pure

[Léon Walras](#) s'attache à bâtir un modèle descriptif de l'activité économique :

1. il reprend la méthodologie des travaux d'[Augustin Cournot](#) et [Arsène Jules Dupuit](#) (ingénieur des Ponts et Chaussées) qui appliquent les mathématiques à l'étude des prix (concurrence parfaite, duopole, monopole...)
2. il décrit un modèle idéal, montrant l'interdépendance générale des variables économiques, incluses dans des relations mathématiques.
3. il fournit une vision globale de l'économie, et le schéma le plus large d'une économie statique : il fait à ce titre l'admiration de J [Schumpeter](#) qui le qualifie de *plus grand de tous les économistes*.

Bien que Walras ne soit pas libéral, son œuvre contribue à renforcer les tenants du [Libéralisme](#) : Le modèle, représentatif d'une économie pure, et fonctionnant sous l'hypothèse de la [concurrence parfaite](#) (hypothèse à vrai dire idéale) est fréquemment invoqué par les libéraux pour démontrer et défendre la perfection du régime de concurrence (qui ne peut être en vérité un régime de fait).

Vilfredo Pareto (1848-1923)

III-4-3 La synthèse par L'École de Cambridge

Alfred Marshall, Professeur à [Cambridge](#), il introduit en Grande Bretagne les travaux des Écoles de Lausanne et de Vienne auxquels il apporte nuances et corrections :

- Il perfectionne la vision de la dimension temporelle en proposant la distinction entre courte période et longue période, selon que la quantité de capital, la technique, la population, les goûts des consommateurs ont ou n'ont pas le temps de changer.

- Il enrichit la démarche abstraite par une référence accrue à la réalité individuelle ou sociale et n'hésite pas à recommander des réformes sociales.

III-4-4 Réaction et contestation du marginalisme

A- L'École autrichienne

L'[École autrichienne d'économie](#), issue de [Carl Menger](#) en 1871, se distingue de l'[École néoclassique](#) en ce qu'elle rejette l'application à l'économie des méthodes employées

par les sciences naturelles, et qu'elle s'intéresse aux relations [causales](#) entre les évènements plutôt qu'aux mécanismes d'équilibres. Outre [Carl Menger](#), ses représentants les plus connus sont [Ludwig von Mises](#) et [Friedrich Hayek](#).

La tradition autrichienne se rattache aux [scolastiques](#) espagnols du [xvi^e siècle](#) ([École de Salamanque](#)), via les économistes classiques français. Elle promeut le [libéralisme](#) non seulement en matière économique mais aussi et plus généralement dans le cadre politique et social. De ce point de vue [Friedrich von Hayek](#) et ses disciples en sont les représentants les plus actifs.

L'École autrichienne est très active dans le débat d'idée puisqu'elle s'est successivement opposée à l'[École historique allemande](#) (à la suite de la [Methodenstreit](#)) ; à [Léon Walras](#) et aux [néoclassiques](#) ; aux théories de la [conception objective de la valeur](#) et donc à [Karl Marx](#) et au [socialisme](#) ; et enfin à [Keynes](#) et aux [macroéconomistes](#).

Ces controverses sont encore vivaces et mettent la tradition autrichienne en conflit avec presque toutes les autres écoles de la pensée économique contemporaine.

B- L'institutionnalisme

[Thorstein Veblen](#) publie en [1899](#) « *Why is Economics not an Evolutionary Science?* », le document fondateur de l'[École institutionnaliste](#). Il rejette de nombreux postulats de l'école néoclassique, comme l'[hédonisme](#) individuel justifiant la notion d'[utilité marginale](#), ou l'existence d'un équilibre stable vers lequel l'économie converge naturellement.

L'École institutionnaliste comprend des héritages de l'École historique allemande. elle se développe principalement aux États-Unis, où ses représentants sont : [Arthur R. Burns](#), [Simon Kuznets](#), [Robert Heilbroner](#), [Gunnar Myrdal](#), [John Kenneth Galbraith](#).

Les idées sont reprises dans les années 1970 par l'école de la [Nouvelle économie institutionnelle](#) qui se situent dans la lignée de la pensée introduite par [Ronald Coase](#).

CHAPITRE IV

L'ÉCONOMIE D'INTERVENTION

IV-1 PREMICES DU SOCIALISME

Les classiques et leurs analyses sont rapidement critiqués.

IV-1-1 Jean de Sismondi (1773-1842)

En 1819, [Jean de Sismondi](#) publie ses « *Nouveaux principes d'économie politique ou de la Richesse dans ses rapports avec la population* » où il pointe les conséquences sociales de l'[industrialisation](#) visibles dans l'Angleterre de son époque : [chômage](#), [inégalité](#), [paupérisation](#)... dénonçant un libéralisme qui se construit en procurant des droits aux entrepreneurs et imposant des obligations aux ouvriers.

Il développe une pensée hétérodoxe en affirmant la prééminence du bonheur social sur la seule efficacité matérielle et rompt avec les analyses des classiques libéraux :

- Il refuse la [loi des débouchés](#) de [Say](#) selon laquelle « les produits s'échangent contre des produits et le concept d'un équilibre général obtenu par le libre jeu de la [concurrence](#).
- Il montre la possibilité de déséquilibres globaux dans l'économie, notamment sous la forme de crises majeures de [surproduction](#). À ce titre, il introduit la notion de délai entre la [production](#) et la [consommation](#) (un an dans le cas de l'agriculture par exemple). Pour lui le [progrès technique](#) n'accroît pas simultanément l'offre et la demande, car son premier effet est de permettre le licenciement des ouvriers qui ne sont réembauchés qu'à moyen terme, à condition qu'entretemps les déséquilibres de [court terme](#) ne provoquent pas de crise de [surproduction](#).
- Il relève le [pluralisme](#) des idées et des jugements des différentes classes sociales sur l'état de l'économie et de la société
- Il considère que l'économie doit aboutir au bonheur de tous et à la justice sociale : « *Nous ajoutons que la jouissance est le seul but de cette accumulation, et qu'il y a accroissement de la richesse nationale que quand il y a aussi accroissement des jouissances nationales* ».

Certaines de ses préconisations préfigurent des thèmes de réalisations futures :

- La distribution des fruits du travail aux salariés qui permet de créer une demande et favorise l'écoulement de la production sera illustrée par le [Fordisme](#).
- La réduction du temps de travail qui évite la surproduction et le chômage, ajuste le volume d'emploi avec la consommation annonce le thème du [travail choisi](#).

Bien que réformiste, Sismondi ne s'associe pas aux planificateurs et aux collectivistes. Il croit au marché, mais veut que des institutions en tempèrent la brutalité

IV-1-2 Le socialisme utopique

L'époque est aussi celle de l'émergence de la pensée socialiste. Les [socialistes utopiques](#) dénoncent l'anarchie industrielle.

L'un d'eux, [Charles Fourier](#), rêve de mettre en place des [phalanstères](#), communauté de 1620 personnes sélectionnées pour leurs caractères et leurs aptitudes complémentaires afin que la communauté soit au mieux organisée et puisse prospérer. De nombreux phalanstères sont par exemple créés aux États-Unis.

Des industriels philanthropes comme [Robert Owen](#) théorisent et montent des usines modèles où est recherchée la hausse de la [productivité](#) par la réduction du temps de travail, où sont expérimentés les cours du soir, où les familles sont prises en charges et jouissent de nombreux agréments : écoles, jardins d'enfants, etc. À l'image de Fourier, Owen rêve de mettre en place des « villages de coopération ».

IV-1-3 Le saint-simonisme

En France, le [comte de Saint-Simon](#) promeut le progressisme industriel et souhaite mettre en place une intervention technocratique de l'État basée sur la [planification](#) industrielle. L'objectif est l'amélioration des conditions de la classe laborieuse. Autour de lui se forme une véritable « secte économique », le [saint-simonisme](#).

De son côté, [Charles Brook Dupont-White](#) énonce une critique radicale du [capitalisme](#) qui annonce celle du [marxisme](#), et propose l'intervention de l'État comme régulateur du système.

Enfin, en Grande-Bretagne, le dernier des classiques anglais, [John Stuart Mill](#) prône que le libéralisme est la meilleure façon de produire des richesses mais indique qu'il n'est pas pour autant la meilleure façon de les répartir...

IV-2 MARX ET LE MARXISME

Au début des années 1840, des universitaires de gauche critiquent les économistes classiques et se font traiter d'« *hégéliens de gauche* » car ils se réclament de l'analyse critique pensée par Georg Wilhelm Friedrich Hegel. Les plus célèbres penseurs issus de ce groupe sont Karl Marx et Friedrich Engels, qui écrivent ensemble ou séparément de nombreux ouvrages économiques, le plus célèbre étant *Le Capital*.

Le marxisme repose sur une vision philosophique du monde : le (matérialisme historique) qui entend redéfinir les domaines de la philosophie et de la sociologie.

L'économie occupe une place importante dans cette théorie hétérodoxe : avec Marx, les termes traditionnels sur lesquels repose l'économie (le travail, la propriété, la consommation, la production, le capital, l'argent...) sont redéfinis, complétés et organisés dans un système analytique se voulant logique et cohérent, mais aussi fidèle aux mouvements de la réalité historique.

Sont notamment développées des théories de la valeur et de la valeur-travail, reprises aux classiques anglais (en particulier Ricardo), mais aussi des notions originales comme la mise en évidence de l'importance de l'investisseur -apporteur de capital- dans le cycle « *Argent* ⇒ *Marchandise* ⇒ *Argent* », ainsi que le concept de « Plus-value » (mode de production et répartition).

Ce courant inspire des penseurs de l'économie marxiste comme Rosa Luxemburg avec *L'Accumulation du capital* (1913), ou plus récemment Paul Baran ou Paul Sweezy.

IV-3 L'ECOLE HISTORIQUE

L'école historique (aussi qualifiée de courant de l'Historicisme) apparaît en Allemagne dans les années 1840 en réaction à l'universalisme des classiques. Son précurseur Friedrich List (1789-1846) considère que l'instauration du libéralisme n'est conforme qu'à l'intérêt national anglais et que la supériorité de l'industrie britannique est telle que tous ne bénéficient également du libre échange. Il rejette par conséquent l'idée de « lois » économiques dissociées de leur contexte historique, social et institutionnel.

Pour elle, le développement économique ne peut être analysé grâce à une construction purement logique. Cette réaction est inspirée par le mouvement du [positivisme](#) :

- « *Tout ce qu'on appelle logique, métaphysique, idéologie est une chimère et une rêverie, quand ce n'est point une absurdité.* »

- « *La prospérité d'un peuple ne dépend pas comme Say le pense de la quantité de richesses et de valeurs échangeables qu'il possède, mais du degré de développement des forces productives. Si les lois et les institutions ne produisent pas directement des valeurs, elles produisent du moins de la force productive et Say est dans l'erreur quand il soutient qu'on a vu des peuples s'enrichir sous toutes les formes de gouvernement et que les lois ne peuvent créer de la richesse.* »

L'[Allemagne](#) est le pays où fleurit la pensée [historiciste](#). Celle-ci trouve un large écho et contribue même à rendre ce pays plus ou moins imperméable -pendant la période allant de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle - aux influences exercées par le courant marginaliste en Europe. L'école historique allemande se forme dans les années [1840](#) avec les écrits de [Bruno Hildebrand](#) (1812-1878), [Karl Knies](#) (1821-1898) et surtout de [Wilhelm Roscher](#) ([en](#)) (1817-1894). Ce dernier inaugure le mouvement avec son « *Précis d'économie politique d'après la méthode historique* » où il déclare que la recherche économique doit être pluridisciplinaire, incorporant en non seulement les méthodes des économistes mais aussi celles des historiens et des sociologues. « *La meilleure méthode étant celle de l'histoire et de l'éventuelle recherche des régularités et des différences, ce qui conduit au [relativisme](#) et à l'abandon de l'idée d'une science économique formalisable et universelle* ».

Par la suite, [Gustav von Schmoller](#), [Adolph Wagner](#), [Werner Sombart](#) et [Max Weber](#) entre autres contribuent à cette école.

L'école historique anglaise se développe parallèlement et indépendamment de sa consœur germanique. Bien que s'appuyant sur une importante tradition empiriste et inductiviste héritée de [Bacon](#) et de [Hume](#), elle n'aura pas la même aura que cette dernière. Il faut néanmoins remarquer que durant la période de transition séparant la domination de l'économie classique ricardienne et l'émergence du marginalisme dans les années [1870](#), l'école historique anglaise constitue -pour un temps- l'orthodoxie de l'économie politique britannique. Ainsi, [W.S. Jevons](#) aura toutes les peines du monde à s'imposer dans le milieu académique.

Très influencée par les auteurs allemands, la version française de l'[historicisme](#) n'a qu'une portée limitée et une unité contestable : le rejet de l'[école de Lausanne](#) et de [Léon](#)

[Walras](#) semblent en constituer le principal élément fédérateur. Ses principaux contributeurs sont [Charles Gide](#) (1847-1932) et [François Simiand](#) (1873-1935). Par contre, la recherche historique en France est profondément renouvelée par l'important mouvement de l'[École des Annales](#). L'un de ses héritiers particulièrement fécond dans le domaine de l'[histoire économique](#) sera l'historien [Fernand Braudel](#).

CHAPITRE V

ANALYSE ET THEORIES CONTEMPORAINES

Alors que -selon [André Piettre](#)- dans la période précédente, la pensée économique s'était perfectionnée en suivant « *une voie d'affinement mais aussi de rétrécissement incessant : depuis la Nature ([Physiocrates](#)), vers l'Homme ([Condillac](#) et [Smith](#)) puis vers les mécanismes ([marginalisme](#), Théorie de l'équilibre), la démarche des théories contemporaines semble consister dans une remontée inverse, curieusement symétrique.* »

Ainsi la démarche des penseurs contemporains va-t-elle :

1. Repartir d'une analyse révisée des mécanismes fondamentaux (Néo-marginalisme, analyse parétienne, nouvelles théories des prix, du bien être, de la monnaie)
2. pour retrouver l'homme et ses données psychologiques (les [propensions](#)) qui président aux grandes fonctions économiques (telles qu'exposées par la révolution keynésienne)
3. pour finalement replacer toute l'activité économique dans son milieu historique et sociologique (étude des structures et des systèmes).

V-1 LA REVISION DES MECANISMES (1800-1930)

V-1-1 Mécanismes de la Valeur et des prix

Les auteurs s'attachent à remédier aux défauts de la théorie classique et néo-classique des prix :

- Les néo-marginalistes : Ils forment la troisième génération de l'École de Vienne : des théoriciens du calcul économique (Hans Mayer, Rosenstein-Rodan, Léo Schonfeld, R. Strigl), l'auteur de la théorie des Jeux ([Oskar Morgenstern](#)), des Néo-libéraux ([Ludwig von Mises](#), R.V Hayek). Leur objectif est de faire évoluer le raisonnement marginaliste d'une forme trop "psychologisante" (Hédonisme) vers une forme plus théorique et plus fondamentale de "calcul économique".
- [Vilfredo Pareto](#) et les courbes d'indifférence : Empruntant la notion à [Edgeworth](#), Pareto fonde l'évaluation de l'utilité non pas dans l'absolu (un seul bien est envisagé à la fois) mais

de façon relative et plus précisément comparative : l'utilité d'un bien est évaluée par comparaison avec celle d'un autre bien. L'utilité - ainsi retraduite via les [courbes d'indifférence](#)- donne une base objective et rigoureuse pour l'établissement d'une "économie pure"

- [John Hicks](#), le taux marginal de substitution et l'Effet de Revenu : Plutôt que de raisonner sur la notion "d'utilité totale" à la manière de Pareto, [John Hicks](#) préfère raisonner sur le rapport entre les utilités marginales de deux biens considérés (X) et (Y), soit ce qu'il dénomme le "Taux marginal de substitution". Le taux indique de combien la quantité du bien (X) diminue quand celle de (Y) augmente. « La notion est importante car elle permet de définir le prix comme égal au taux marginal de substitution entre le produit et la monnaie. À partir de là, l'emploi que fait le Consommateur de son revenu va faire intrusion dans le raisonnement. La théorie de la Demande va en être transformée. ». [John Hicks](#) attire également l'attention sur ce qu'il appelle l'[effet de revenu](#) en montrant - contrairement à ce que prévoit la théorie classique- qu'une hausse ou une baisse de revenu n'implique pas nécessairement un mouvement de même amplitude et/ou de même sens dans la demande d'un Bien
- [John Morice Clark](#) et le poids des coûts fixes : En 1923, [John Morice Clark](#) montre que la structure des coûts d'une entreprise influe fortement sur son mode de calcul des prix : Notamment quand la proportion des couts qu'il appelle "constants" (cad : fixes) est plus importante, ce qui peut conduire en période d'expansion ou de dépression économique à une détermination du prix fort différente de celle indiquée par ma théorie classique. Plus tard, cet aspect sera complété par la constatation des pratiques dites de [Full cost ou Coût complet](#) en Entreprise.
- L'incidence de la structure des Marchés : le point est perçu en 1838 par [Antoine-Augustin Cournot](#) dans sa « *Recherche sur les principes mathématiques de la Théorie des Richesses* ».
 - [Piero Sraffa](#) le reprend en affirmant que « *les forces actives, faisant obstacle à la concurrence* » doivent être étudiées.
 - [Edward Chamberlin](#) en 1927, développe la thèse selon laquelle les imperfections de concurrence pourraient bien être la règle et n'être plus l'exception tant les situations de monopoles sont fréquentes. Chamberlin pense que ces imperfections doivent être repérées et analysées non seulement au niveau de l'entreprise, mais aussi plus finement au niveau des produits.

- L'économiste allemand [Heinrich von Stackelberg](#) établit en 1940 un premier tableau inventaire des situations de concurrence (parfaite et imparfaites).
- [John Kenneth Galbraith](#) souligne combien le « poids » des entreprises peut influencer l'équilibre de la concurrence. Ce qu'il appelle le « pouvoir compensateur » découle du rapport de forces existant entre les structures.
- Prix administrés et Prix arbitraires : bien qu'intervenant dans des domaines distincts (public ou privé), l'existence de ces catégories de prix ne manquent pas de jeter le doute sur le réalisme des mécanismes classiques de fixation des prix. [John Kenneth Galbraith](#) dans son essai « *le Nouvel État industriel* » paru en 1968 ne craint pas d'affirmer que « *le mécanisme de détermination des prix s'est inversé : il ne s'élève plus de la demande vers l'offre, il descend de la production vers la consommation* ».

V-1-2 Mécanismes de la répartition

L'opposition irréductible entre libéralisme et socialisme fait question : selon le mot d'[Auguste Comte](#), le libéralisme avec son « laisser-faire » apparaît comme une « démission solennelle », une « théorie sans politique ». Alors que le socialisme se révèle être « une politique sans théorie ».

Des auteurs français et surtout anglais vont tenter d'opérer une synthèse :

- Les marginalistes français comme le socialiste [Adolphe Landry](#) et le réformiste [Aftalion](#) laissent à penser que l'intervention -plutôt que le seul laisser-faire- permettrait d'améliorer les mécanismes de répartition. mais leurs démonstrations n'aboutissent qu'à des conclusions en demi-teinte : « *Un régime utile doit décider de sa justice* ».
- Plus convaincante est la notion d'« [économie de bien-être](#) » développée par Arthur C. [Pigou](#) qui oppose l'économie de richesse avec l'économie de Bien-Être définie comme l'accroissement maximum des utilités des individus. Finalité qui d'après lui n'est possible :
 - qu'en répartissant plus judicieusement les instruments de production (en égalisant les utilités marginales des facteurs de production)
 - qu'en répartissant de façon plus égale, ce qui revient à satisfaire d'abord les besoins de plus forte intensité (en à grande échelle l'[utilité marginale](#) de la [monnaie](#))

- qu'en régularisant dans le temps le dividende national en vue de neutraliser les fluctuations et le chômage (maximiser les effets du revenu par une stabilité plus assurée)
- J.A.Hobson, économiste fabien, dénonce la théorie de l'utilité finale comme une « finale futilité » et entend donner une justification plus forte au concept de Bien-Être. Pour lui l'« human welfare » a des racines plus profondes que l'« economic welfare » qui minimise le coût humain de la production et oublie le service de l'homme dans la consommation.
- J.R.Hicks en 1934 complète la démarche de l'optimum de Pareto en y ajoutant la dimension de la distribution : le bien être est la situation où la production et la distribution sont telles qu'elles permettent à chacun d'atteindre le point le plus élevé sur sa carte de préférence.
- Oskar Lange en économie socialiste, et A.P. Lerner à partir de positions keynésiennes s'efforcent de résoudre la question.
- Les approches abstraites des mécanismes de la répartition se révélant décevantes, plusieurs auteurs vont réintroduire de façon plus réaliste :
 - le salaire et son mode de détermination avec M.Dobb et JR. Hicks
 - les facteurs psycho-sociologiques qui pour Aftalion affectent l'appréciation de l'utilité et de la désutilité du travail et pour F. de Menthon se manifestent par l'effet de l'opinion générale ou de l'action syndicale.

V-1-3 Mécanismes des relations fondamentales

Alors que le Modèle élaboré par Walras semble représenter la synthèse aboutie et indépassable du fonctionnement du système économique, deux approches ouvrent des perspectives nouvelles :

- Joseph Schumpeter (1883-1950) bouscule les idées en introduisant à différents niveaux de la pensée économique le concept de la dynamique. Ses principaux apports concernent la compréhension :
 - de l'évolution économique avec en particulier ses théories de l'entrepreneur et de l'innovation (présentés comme les ressorts principaux du progrès), la théorie du circuit économique (non point stationnaire mais affecté par l'introduction de l'effet-temps), la théorie de l'évolution (poussée par l'intérêt et le profit)
 - des cycles économiques, avec un cycle en 4 phases (prospérité, récession, dépression, reprise) calqué sur la dynamique de l'innovation.

- de l'évolution sociologique du [capitalisme](#) avec la constatation de trois phases longues liées à trois familles d'innovation :
 1. La révolution industrielle (1787-1843) avec le coton, l'acier et la vapeur
 2. Le cycle bourgeois (1842-1897) avec les Chemins de fer
 3. Le cycle néo-mercantiliste (1897--....) avec l'électricité, la chimie et l'automobile.
- L'[Économétrie](#) qui -par une approche essentiellement quantitative- entend dépasser des méthodes en grande partie fondées sur la déduction abstraite. Les précurseurs sont aux États-Unis [Henry Ludwell Moore](#) et en France [Marcel Lenoir](#). Ils entendent utiliser le raisonnement mathématique, mais à la différence des économistes mathématiciens antérieurs ([Cournot](#), [Walras](#), [Albert Aupetit](#), ils veulent le faire reposer sur des fondements concrets et traiter des problématiques sur la base de faits mesurés. Le mouvement est initié en France par des auteurs comme [R. Roy](#), [Fr.Divisia](#), [E.Milhau](#). Puis développé dans les années 1930 par le Centre polytechnicien d'études économiques [X-Crise](#) et repris à l'échelon international par la « Société internationale d'économétrie », enfin aux États-Unis par la « [Cowles Commission for research in economics](#) » et par la revue « [Econometrica](#) ».

V-1-4 L'impact des idées keynésiennes

La [crise de 1929](#) met en exergue la portée limitée des enseignements de la [théorie néoclassique](#) : Les théoriciens orthodoxes ne parviennent pas en effet appréhender et analyser l'existence dans les années 1930 d'un phénomène de chômage massif. Sauf à invoquer la présence d'un « *chômage volontaire* » selon lequel, au taux de salaire fixé par le [marché du travail](#), certains agents économiques ne préfèrent pas travailler. La négligence du chômage est pour [John Maynard Keynes](#) l'axe central de la critique qu'il adresse au parti conservateur :

« ce n'est pas accidentellement que le parti conservateur nous a mené dans le pétrin où nous sommes. C'est la conséquence normale de sa philosophie, selon laquelle “ il ne faut pas chercher à employer tout le monde car cela conduirait à l'inflation”. »

Alors que l'existence d'au moins un équilibre général est l'unique résultat démontré par la théorie néoclassique (encore aujourd'hui), Keynes va développer au contraire une théorie qualifiée de « *générale* », car elle rend compte non seulement des situations d'équilibre de sous-emploi, mais aussi de plein emploi et ce, pour toutes les forces de travail et de capital. Son approche théorique qualifiée d'« *hétérodoxe* » est considérée comme la première

théorie **macroéconomique**, qui remet en question plusieurs des principes néoclassiques : la **monnaie** n'est pas un voile jeté sur les échanges ; le montant de l'**épargne** n'est pas déterminé sur le **marché des capitaux** ; la détermination du **taux d'intérêt** est monétaire et non réelle.

Keynes montre qu'une économie de marché parvient le plus souvent à un « **équilibre de sous-emploi** » durable des forces de travail et de capital. Il rompt ainsi avec l'analyse néoclassique qui analysait le chômage comme « **frictionnel** » ou « **volontaire** », afin de montrer que l'économie peut durablement souffrir d'un **chômage de masse** que les mécanismes du marché seuls ne peuvent résoudre. Ainsi Keynes décrit une dynamique qui empêche toute reprise spontanée de l'économie. Une offre excédentaire initiale provoque des licenciements. Keynes nie la thèse néoclassique selon laquelle se produit un ajustement par les salaires, entraînant un réajustement des profits, puis un retour de l'**investissement** et de la **croissance** et « in fine » un retour de l'emploi. La montée du chômage crée au contraire une réduction de la demande. Cette baisse de la **demande effective** provoque dans l'économie une réduction des débouchés. D'où le scepticisme des entrepreneurs qui n'investissent plus ou ralentissent leurs investissements, ce qui provoque un effet négatif second d'aggravation de la crise. Il importe de ne pas oublier une autre partie de l'analyse : les taux d'intérêt monétaire déterminent principalement le niveau de l'activité économique.

Pour sortir de cette situation non optimale, l'« *impulsion keynesienne* » préconise de stimuler la demande, ce qui vise à redonner confiance aux investisseurs. Pour ce faire, l'État dispose de plusieurs moyens d'intervention :

1. Tout d'abord redistribuer les revenus des plus riches (qui ont une plus forte **propension à épargner**) aux plus pauvres (qui eux ont une forte **propension à consommer**).
2. L'État peut aussi stimuler la **création monétaire** via une baisse des taux d'intérêt qui encouragera les gens à emprunter pour consommer et surtout rendra rentable des projets d'investissement dont l'Efficacité Marginale du Capital était inférieure au niveau du taux d'intérêt monétaire.
3. Enfin l'État peut accroître ses dépenses publiques induisant une augmentation de la demande globale en lançant des programmes de grands travaux par exemple.

Pour ce faire, il peut même recourir au **déficit budgétaire** dont il peut espérer qu'il sera à moyen terme comblé par la reprise économique. Le financement de cette politique interventionniste s'opère soit par des prélèvements obligatoires supplémentaires, soit une émission de titres sur les marchés des capitaux. Les méthodes de Keynes qui s'appuient sur

l'étude des agrégats économiques (entreprises, ménages, État...) et se distinguent de l'étude néoclassique des comportements individualistes, fondent la [macroéconomie](#).

V-1-5 L'État-providence Beveridgien

Alors que la [Seconde Guerre mondiale](#) vient de succéder à la crise, un économiste et parlementaire britannique, [William Beveridge](#), fait de nombreuses propositions visant à redéfinir le rôle de l'État d'après-guerre. Celles-ci vont profondément changer la conception du rôle de l'État dans l'économie en militant pour le renforcement de ce que l'on appelle « [l'État-providence](#) ».

En 1942, dans un premier rapport « *Social Insurance and Allied Services* », il propose la mise en place d'un système totalement généralisé, uniforme et [centralisé](#) dont la mission et l'organisation sont détaillées. Le régime préconisé de [sécurité sociale](#) vise à « *libérer l'homme du besoin* » en garantissant la sécurité du revenu, face aux aléas de la vie : [maternité](#), [maladie](#), [décès](#), [chômage](#), [accident du travail](#)...

En 1944, dans un second rapport « *Full Employment in a Free Society* », [Beveridge](#) considère le [chômage](#) comme le « *risque majeur dans nos sociétés* », et comme l'aboutissement définitif de tous les autres risques (maladie, maternité...). Pour lui les fonctions régaliennes dévolues à l'État lui font le devoir de garantir le plein emploi : « *Ce doit être une fonction de l'État que de protéger ses citoyens contre le [chômage de masse](#), aussi définitivement que c'est maintenant la fonction de l'État que de protéger ses citoyens contre les attaques du dehors, contre les vols et les violences du dedans* ».

V-1-6 Les disciples de Keynes

Les disciples de Keynes lui restent fidèles mais vont projeter son analyse hors de son contexte original (celui d'une crise économique), pour en faire une méthode de régulation permanente des marchés. Les prolongements sont nombreux qui donnent naissance à plusieurs courants.

A- Les Néo-keynésiens et la théorie du déséquilibre

Le mouvement [Néo-keynésien](#) ne doit pas être confondu avec celui des [post-keynésiens](#) ou des [nouveaux keynésiens](#) (voir ci-dessous).

Le courant [néo-keynésien](#) (appelé aussi « *école du déséquilibre* » ou des « *équilibres à prix fixes* ») est une synthèse des théories keynésiennes et néoclassiques. Le courant est initié par [John Hicks](#) dans les années 1930 : Son [modèle IS/LM](#) est la conversion d'un modèle succinct de la *Théorie générale* en termes néoclassiques. Les principaux auteurs néo-keynésiens sont : [Franco Modigliani](#), [Paul Samuelson](#), [Robert Mundell](#), [Robert Solow](#) ou encore [Edmond Malinvaud](#) en France. Ces économistes s'intéressent aux fondements microéconomiques de la macroéconomie :

Sur certains points, tel celui de la rationalité, les néo-keynésiens sont plus proches des conceptions de [Friedman](#) que de celles de Keynes. Adeptes des systèmes de marché des néoclassiques, ils reconnaissent cependant le caractère non volontaire du [chômage](#) ainsi que les imperfections du marché du travail comme causes de non-réalisation du plein emploi (asymétrie d'information, aléa moral, Théorie des insiders-outsiders...).

B- le courant post-keynesien

Le courant dit « [post-keynesien](#) » est représenté par [Michal Kalecki](#), [Nicholas Kaldor](#), [Joan Robinson](#), [Roy Forbes Harrod](#), [Evsey Domar](#) ...

Cette nouvelle école n'est pas un courant de pensée unifié, et ne retient qu'en partie la pensée [keynésienne](#). Elle s'oppose à l'intervention systématique ou trop rigoureuse de l'État sauf si le marché est manifestement incapable d'assurer une régulation efficace.

Ses principaux participants, - [George Akerlof](#), [Joseph Eugene Stiglitz](#), [Gregory Mankiw](#), [Stanley Fischer](#), [Bruce Greenwald](#), [Janet Yellen](#) et [Paul Romer](#), sont d'accord sur deux points fondamentaux : la monnaie n'est pas neutre et les imperfections des marchés expliquent les [fluctuations économiques](#).

C- l'École de la Régulation

L'école de la régulation regroupe des auteurs comme [Michel Aglietta](#), [Robert Boyer](#), [Alain Lipietz](#)...

V-2 L'ANALYSE DYNAMIQUE

V-2-1 La dynamique des flux

Les travaux vont mettre en avant l'analyse des flux pour caractériser des phénomènes d'amplification, d'anticipation ou d'expansion.

- d'amplification, avec le « **multiplicateur** », initié par **Richard Kahn** puis repris et développé par **Keynes** ; l'« **accélérateur** », initié par **John Morice Clark** puis repris et développé par **Roy Forbes Harrod**, **Simon Kuznets** et **Paul Samuelson** ; L'**oscillateur** qui combine les 2 mécanismes précédents (travaux de **Alvin Hansen** et **Paul Samuelson**)
- d'anticipation : **Myrdal** introduit la distinction entre la vision “ex ante” et “ex post” ; **Erik Lindahl** montre que les agents économiques (individus ou États) agissent en fonction de leurs plans économiques ; **John Hicks** définit le concept « d'élasticité des anticipations » ; **Nicholas Kaldor**, **Michał Kalecki** mettent en évidence des modèles explicatifs des « variations cycliques »
- d'expansion : **E.Lundberg**, **Metzler**, **Jan Tinbergen**, **Roy Forbes Harrod**, **John Hicks**, **E.D.Domar** présentent des modèles abstraits qui reposent sur une approche par les relations comptables ou les fonctions économétriques et illustrent le rôle de l'expansion monétaire

V-2-2 La dynamique des forces

- L'étude du progrès technique et de ses conséquences constitue un thème central d'analyse chez des auteurs comme **Colin Clark**, **Jean Fourastié** et **Cobb-Douglas**
- La pression démographique comme dynamique d'évolution inspire les travaux travaux d'**Adolphe Landry**, **Alfred Sauvy**, **Albert Hirschman** et **Walt Whitman Rostow**
- Les mobiles psycho-sociologiques sont convoqués pour compléter l'analyse des comportements des agents économiques : comportement des Entrepreneurs ou des Consommateurs, comportement réputé commun dans le cadre d'une Économie généralisée.
- L'effet de puissance et de domination est l'objet des travaux de **François Perroux** : Effet de Domination et de l'économie dominante avec la déclinaison du concept depuis la firme jusqu'aux macro-décisions et à l'espace économique global. La perspective étant d'offrir une théorie générale du **Progrès** et de « l'Économie progressive ».

V-2-3 La dynamique des structures, systèmes et régimes

Sous l'influence de plusieurs auteurs, la définition du concept de structure économique et son rôle dans l'évolution économique se précisent ; l'économiste allemand **Eugen Wagemann** -Directeur de l'Institut für Konjunkturforschung de Berlin- publie « La Stratégie économique » (trad française en 1938) dans lequel est formalisée la distinction entre **conjuncture** (ce qui se transforme : le fonctionnement) et **structure** (ce qui est plus permanent : les organes).

Le sociologue allemand [Walter Eucken](#)¹¹⁸ introduit la distinction entre les économies dirigées à partir d'un centre et les économies d'échange dirigées par le marché ou l'usage de la monnaie

CHAPITRE VI

DIVERSIFICATION ACTUELLE DE LA PENSEE

ECONOMIQUE

On note une grande diversification des courants de pensée économiques de nos jours, notamment par l'application de nouvelles approches techniques :

- **économie quantitative**, l'un des supports de l'**économétrie**, utilisant des techniques de **modélisation** dérivées des sciences physiques,
- **économie expérimentale** appliquée notamment à la **microéconomie**,
- **économie comportementale**, née notamment de l'étude des anomalies des marchés financiers,
- **neuroéconomie** étude du processus mental de décision économique,
- **théorie des jeux**, liée aux problèmes de coordination des **agents économiques**,
- **éconophysique**, ou quand des physiciens s'intéressent de nouveau à l'économie.

Par ailleurs, l'essor des **sciences de gestion** (**management, marketing, organisation, relations humaines, technologies de l'information**) a perfusé en **économie**, aboutissant en particulier à la reconnaissance du **savoir**, de la **compétence** et de l'**information** comme facteur essentiel (**économie de la connaissance**) de **production** et de **développement**, en plus des trois « classiques » : **ressources naturelles, travail** et **capital**.

VI-1 LE COURANT NEO-LIBERAL ANGLO-SAXON ET FRANÇAIS

Avant et après la seconde guerre mondiale, certains libéraux (en France : **Jacques Rueff** et **Louis Baudin**, aux États-Unis : **Walter Lippmann, Friedrich Hayek** et **Ludwig von Mises**) se réunissent et mettent en avant des idées qui font éclore l'École du **Néo-libéralisme**.

L'**économie de marché** est décrite comme la référence unique souhaitable, devant être "*garantie et construite*" par :

- un cadre juridique clair (libre entreprise et propriété privée...)

- la stabilité financière et monétaire et l'équilibre budgétaire
- un mécanisme de libre détermination des prix.
- un État luttant contre les excès et organisateur -s'il le faut- de la concurrence, en promouvant des "marchés institutionnels"

VI-2 ORDOLIBERALISME OU ECOLE DE FRIBOURG

L'**Ordolibéralisme** est un courant du libéralisme, apparu en Allemagne dès les années 1930. L'État est chargé de garantir un cadre politique, mais doit s'abstenir d'interventions sur les marchés. **Walter Eucken** l'avait exprimé ainsi : "Oui à la planification des structures par l'État - non à la planification et au dirigisme du circuit économique par l'État." D'autres représentants sont **Franz Böhm** (comme Eucken professeur à Fribourg), **Wilhelm Röpke**, **Alexander Rüstow** ou **Müller-Armack**. Le **miracle économique allemand** (**Wirtschaftswunder**) est attribué à l'adoption de ces idées dans le système d'une **économie sociale de marché** par le ministre des finances **Ludwig Erhard**.

VI-3 LES NEO-WALRASIENS

Kenneth Arrow et **Gérard Debreu** sont les précurseurs de ce courant qui entend démontrer comment l'équilibre est non seulement possible mais automatique peut être qualifié de théorique et d'a-historique. En partant d'un modèle représentant le fonctionnement de l'économie en situation de concurrence, la recherche porte sur les mécanismes de l'équilibre. Dans cette ligne de pensée, on peut inclure les modèles de croissance, dont l'un des plus connus est celui de **Solow**

VI-4 L'ÉCOLE DES CHOIX PUBLICS

La **théorie des choix publics** s'est imposée comme une discipline de l'**économie** qui décrit le rôle de l'État et le comportement des électeurs, hommes politiques et fonctionnaires. Elle entend ainsi appliquer la théorie économique à la **science politique**. Le texte fondateur de

ce courant est *The Calculus of Consent* publié en 1962 par [James M. Buchanan](#) (« [Prix Nobel](#) » [d'économie](#) 1986) et [Gordon Tullock](#).

La politique y est expliquée à l'aide des outils développés par la [microéconomie](#). Les hommes politiques et fonctionnaires se conduisent comme le feraient les consommateurs et producteurs de la théorie économique, dans un contexte institutionnel différent : entre autres différences, l'argent en cause n'est généralement pas le leur (Cf. le [problème principal-agent](#)). La motivation du personnel politique est de maximiser son propre intérêt, ce qui inclut l'intérêt collectif (du moins, tel qu'ils peuvent le concevoir), mais pas seulement. Ainsi, les hommes politiques souhaitent maximiser leurs chances d'être élus ou réélus, et les fonctionnaires souhaitent maximiser leur [utilité](#) (revenu, pouvoir, etc.)

VI-5 LA NOUVELLE ECONOMIE CLASSIQUE

La **Nouvelle économie classique** ou **Nouvelle macroéconomie classique** est un courant de pensée économique qui s'est développé à partir des [années 1970](#). Elle rejette le [keynésianisme](#) et se fonde entièrement sur des principes [néoclassiques](#). Sa particularité est de reposer sur des fondations [micro-économiques](#) rigoureuses, et de déduire des modèles [macroéconomiques](#) à partir des actions des agents eux-mêmes modélisés par la micro-économie.

Les nouveaux classiques comprennent [Robert Lucas Jr](#), [Paul Romer](#), [Finn E. Kydland](#), [Edward C. Prescott](#), [Robert Barro](#), [Neil Wallace](#), [Thomas Sargent](#).

VI-6 L'ÉCOLE MONETARISTE

Au début des années 1960, plusieurs économistes menés par [Milton Friedman](#) (chef de file de l'école de Chicago) tentent de relancer la [théorie quantitative de la monnaie](#) mise à mal par les analyses keynésiennes. Étudiant le cas américain (M. Friedman et [Anna Schwartz](#), *Une histoire monétaire des États-Unis*), il remarque que toute évolution brutale de la [masse monétaire](#) (aussi bien son augmentation préconisée par les keynésiens dans le cadre des

politiques interventionnistes, que sa diminution dans le cadre de politique de rigueur) est synonyme de déséquilibres économiques.

Renouant avec la théorie quantitative de la monnaie, ils recommandent une **politique monétaire** restrictive où l'émission de monnaie serait limitée à une proportion fixe de la croissance du PIB, assurant une expansion parallèle à celle de l'activité. Les monétaristes prônent également la mise en place d'un **change flottant** permettant le rééquilibrage automatique de la balance extérieure. Ces conclusions remettent en cause la base des politiques keynésiennes et suscitent de nombreux débats depuis.

VI-7 LA THEORIE DES CYCLES

À l'évidence, l'activité économique ne se déroule pas de manière régulière et continue. Dans le court terme (on parle de **conjoncture**) ou à plus longue échéance (on évoque la **croissance économique**), elle connaît tantôt des **phases** d'accroissement plus ou moins rapide, tantôt des périodes de **stagnation**, voire des temps de décroissance momentanée, sinon d'**effondrement**.

Il est important tant pour les analystes que pour les décideurs de pouvoir comprendre l'importance et la portée de phénomènes selon qu'ils sont censés caractériser :

1. la **conjoncture économique**, c'est-à-dire l'évolution de l'activité économique, avec des hauts et bas relativement rapprochés sur des périodes plutôt courtes (typiquement sur quelques années).
2. La **Croissance et le développement économique et social**, avec des phases d'amplification, de stagnation, ou de déclin remarquables seulement sur des observations faites en longue période (soit plusieurs générations humaines).

En observant certaines régularités dans les fluctuations de l'activité, des auteurs ont contribué à bâtir la « **théorie des cycles** ». Celle-ci s'efforce de rendre compte et de comprendre le phénomène de succession de phases et d'en tirer une approche autant que possible préventive des crises et des reprises de en **économie**.

VI-8 THEORIE DE L'OFFRE

La **théorie de l'offre** ou *supply-side*, est un courant développé à partir des années 1970 aux États-Unis qui vise à démontrer que la déréglementation ainsi que la diminution de la fiscalité agissent sur l'offre favorablement et permettent d'agir en profondeur sur l'économie.

Ce courant, basé en particulier sur la **courbe de Laffer**, a eu une influence certaine sur la politique économique de **Ronald Reagan**, les *reaganeconomics* ainsi que sur celle de **Margaret Thatcher**. L'école des choix publics est relativement proche de ce courant, les principaux représentants en sont **Arthur Laffer** et **Robert Mundell**.

VI-9 LA THEORIE DU CAPITAL HUMAIN

La théorie du **capital humain** est une **théorie/concept économique** introduit par **Theodore W. Schultz**, puis précisé par **Gary Becker** -dans *Human Capital*, 1964- visant à rendre compte des conséquences économiques de l'**accumulation de connaissances et d'aptitudes** par un individu ou une société. Il comprend donc non seulement le savoir, l'expérience et les talents (**capital-savoir**), mais aussi sa santé physique ou sa résistance aux maladies.

VI-10 LA THEORIE DES CONTRATS IMPLICITES

La théorie des contrats implicites cherche à expliquer la défaillance du marché suivante : les salaires ne varient pas en fonction de la productivité marginale des travailleurs. Les observations empiriques montrent une progression constante des salaires au cours de la carrière. Cela s'explique par l'aversion au risque des travailleurs et par la peur de manquer de personnel de la part des employeurs. Cela conduit à l'établissement d'un contrat implicite passé entre ces deux agents où le salarié accepte un salaire inférieur au marché en période de plein-emploi/haute conjoncture et un maintien de son salaire en période de sous-emploi/basse conjoncture (**Azariadis**, *Implicit contracts and unemployment equilibria*, 1975).

Selon Bernard Salanié, « *l'objet de la théorie des contrats est d'appréhender les relations d'échange entre des parties en tenant compte des contraintes institutionnelles et informationnelles dans lesquelles elles évoluent.* »

VI-11 ÉCONOPHYSIQUE

L'**éconophysique** est un domaine de recherche scientifique multidisciplinaire qui se propose de résoudre des problèmes économiques en appliquant des méthodes et théories développées pour expliquer des phénomènes physiques complexes relevant notamment de la **physique statistique**. Les banques centrales avec des **modèles stochastiques dynamiques d'équilibre général** ou les sociétés d'investissement comme **Capital Fund Managements** ont les premières à tirer parti des avancées de cette discipline.

L'intérêt des physiciens et mathématiciens pour l'**économie** et les **sciences sociales** n'est pas nouveau. **Daniel Bernoulli** avec la publication de son article *Specimen theoriae novae de mensura sortis* portant sur le **paradoxe de Saint-Petersbourg** est l'un des premiers scientifiques à appliquer les **statistiques** aux comportements humains. Il est à l'origine de la formalisation des concepts économiques d'**utilité**, de **risque** et de **prime de risque**.

Alors que les modèles économiques classiques expriment une vision d'équilibre statique (équation linéaire, équilibre statique), la fin du XX^e siècle voit des physiciens -non satisfaits par les approches et les explications traditionnelles de l'économie et fort des succès de la physique statistique- proposer d'appliquer les méthodes et les outils de la physique. Très tôt ils étudient les informations contenues dans les données financières et se proposent d'expliquer des phénomènes économiques généraux.

Le terme d'«**éconophysique**» est mentionné pour la première fois à Calcutta en 1995 lors d'une conférence de physique statistique par H. Eugene Stanley pour désigner l'ensemble des articles écrits par des physiciens et ayant pour objet l'économie ou la finance. Cet intérêt est soutenu par l'explosion des données financières et économiques qui permettent de confronter les modèles à la réalité.

En 1983 Emmanuel Farjoun et Moshe Machover remarquent que les sciences physiques sont capables de faire des prévisions utiles sur le comportement macroscopique d'ensembles (du **mouvement brownien** aux lois de la **thermodynamique**), qui vu localement apparaissent

aléatoires et chaotiques. Selon eux, les économistes néo-classiques, marxistes, ou keynésiens sont englués dans une vision de causalité datant d'Adam Smith à la recherche d'un *équilibre* hypothétique. Partant du constat que le postulat de cet équilibre étaient centrales dans les théories proposés jusqu'alors en économie politique et que les modèles associés sont inefficaces confrontés aux multiples crises économiques, ces auteurs se propose de changer radicalement les hypothèses de base et jettent les bases d'une approche probabiliste de l'économie politique. Ils reprennent la problématique de formation des prix et du profit mais en conceptualisant diverses quantités sous la forme de variables aléatoires. En particulier, s'ils se positionnent dans la tradition des économistes classiques et marxistes insistant sur le rôle du travail dans la création de richesse (voir [valeur travail](#)), ils rejettent l'hypothèse, simplificatrice mais irréaliste, d'un taux de profit uniforme. Selon eux, la compétition d'un marché libre ne peut engendrer au mieux qu'un équilibre statistique. De même ils contestent la dimension déterministe d'un prix. Il suffit d'aller sur un marché acheter des légumes pour voir que le prix du kilogramme de tomate n'est pas une variable déterministe : il n'est pas constant ni sur un jour ni sur un même marché. Aussi les prix doivent être considéré comme des variables aléatoires. Law of Chaos ne définit pas un modèle économique probabiliste rigoureux mais suggère des pistes pour une telle modélisation¹²⁷.

Dans "Classical Econophysics" les auteurs explorent la voie entrouverte par Emmanuel Farjoun et Moshe Machover en s'appuyant en particulier sur la [théorie de l'information](#) et les simulations multi-agents. Ce livre part des concepts développés par les auteurs classiques Smith, Ricardo et Marx. Ainsi la première partie est une analyse de la création de valeur par le travail. La seconde partie est une étude des échanges des biens, la monnaie et la formation du capital. La troisième partie décrit un modèle multi-agents qui bien que simple atteint un équilibre statistique qui reproduit la distribution des revenus observés dans les pays développés. Enfin la dernière partie est une critique de la théorie développée par Friedrich August von Hayek basée selon eux sur une mauvaise compréhension de la théorie de l'information.

CONCLUSION

A l'université on peut venir y apprendre des techniques. Mais on peut aussi venir y apprendre à penser. A penser mieux. A développer ses capacités d'analyse, ses capacités à tirer le meilleur parti de l'observation des faits, à articuler une idée, à tenter de convaincre de la validité de ses positions. Apprendre la rhétorique ! La rhétorique a été l'art qui a servi de tremplin à l'éclosion « des humanités ». La première matière enseignée dans la première université.

Et puis surtout, cet enseignement a eu pour but de faire de vous de meilleurs économistes. Ceux qui ne voient pas l'utilité de cet enseignement sont souvent ceux qui ont une approche étroite de l'économie.

Même si vous voyez votre domaine de connaissance comme quelque chose de purement technique, l'histoire peut vous être utile car elle vous permettra de comprendre, peut-être, comment se sont développées de nouvelles techniques, plus performantes. L'histoire des sciences est nécessaire au développement d'une épistémologie, d'une philosophie des sciences. L'histoire peut vous indiquer où chercher. Évidemment, on peut aussi dire que la culture générale cela ne fait jamais de mal ! En effet, indéniablement, ce cours vous a donné plusieurs opportunités pour votre formation d'économiste.

D'abord, étudier l'Histoire de la Pensée Économique, c'est se donner l'occasion de prendre un peu de recul par rapport aux concepts que vous utilisez dans les autres cours, comme par exemple le coût marginal, ou l'équilibre de marché, et dont l'enseignant n'a pas forcément le temps de retracer la construction historique.

Ensuite, ce cours a cherché également à vous fournir une culture économique qui vous permette d'appréhender les problématiques économiques et de comprendre la cohérence des démarches adoptées. L'objectif est ici de renforcer votre intérêt pour la science économique dans son ensemble en vous proposant une vision un peu différente de celle que vous pouvez avoir dans des cours descriptifs ou instrumentaux.

Enfin, la perspective historique doit vous permettre de mieux cerner comment la science économique fonctionne et pourquoi et comment une même question peut être

abordée de manière différente par différents économistes à différentes époques. L'objectif a été ici de vous initier, à travers l'histoire de la pensée économique, à l'épistémologie et l'histoire des sciences en général.

BIBLIOGRAPHIE

- Aghion P. et P. Howitt (1992) : *A Model of Growth through Creative Destruction*,
Econometrica, 60.
- Aquin S. T. (1273), *Somme Théologique*, réédition, Cerf, Paris, 1986.
- Arrow K. (1951), *Choix Social et Préférences Individuelles*, trad. Paris.
- Arrow, K. (1963), “Research in Management Controls : A Critical Synthesis”, publié
dans *Management Controls : New Directions in Basic research*, p317-327, New-
York, McGraw-Hill.
- Barnard C. (1938), *The Functions of the Executive*, Cambridge, Harvard University Press.
- Barre R. (1966), *Traité d'économie politique*, Tome I, Thémis, Paris.
- Bentham, J. (1789) : *Introduction aux Principes de la Morale et de la Législation*, trad.
Paris 1848.
- Blaug M. (1993), *La pensée économique*, Paris, Economica. Traduction française de :
Economic Theory in Retrospect.
- Blaug M. (1985), *Great Economists since Keynes, Wheat-sheaf Books*.
- Boiteux M. (1956) : *Sur la Gestion des Monopoles Naturels Astreints à l'Équilibre
Budgétaire*, Econometrica, Paris.
- Bonccœur J. et Thouement H. (1989), *Histoire des idées économiques : De Platon à Marx*,
Nathan, Paris.
- Cantillon R. (1755), *Essai sur la Nature du Commerce en Général*, réédition PUF, 1952.
- Capri R. (2016), *Histoire de la pensée économique*, Master 1 Economie, UFR des Sciences
Economiques et de Gestion, UFHB Abidjan-Cocody.
- Cartier M. (2009), *La Chine Plurielle*, Centre Sèvres, Paris.
- Dawson C. (1932), *The Making of Europe; An Introduction to the History of European
Unity*, Sheed & Ward.
- Dawson C. (1929), *Progress & Religion: An Historical Inquiry*, Sheed & Ward.

- Dawson, C. (1952), *Understanding Europe*, Sheed & Ward.
- Debreu G. (1965), *Théorie de la Valeur*, Dunod, Paris.
- Deleplace G. (1999), *Histoire de la Pensée Économique*, Dunod, Paris.
- Denis H. (1966), *Histoire de la pensée économique*, Thémis, Paris.
- Edgeworth F. (1881), *Mathematical Psychics*, Londres.
- Giacomo T. (2004), *Richesse franciscaine. De la pauvreté volontaire à la société de marché*, éd. Verdier.
- Jessua C. (1991). *Histoire de la théorie économique*, Paris, PUF.
- Jevons S. (1871), *Théorie de l'Économie Politique*, trad. Giard 1909, Paris.
- Jha K. (1998). "Chanakya: the pioneer economist of the world", *International Journal of Social Economics* **25**.
- Joannès F. « Sagesse » dans le *Dictionnaire de la civilisation mésopotamienne*.
- Laffont, J.-J. et D. Martimort, (2002), "The Theory of Incentives : The Principal- Agent Model", *Princeton University Press*.
- Laffont, J.-J. et J. Tirole (1993), "A Theory of Incentives in Procurement and Regulation", *MIT Press*.
- Locke, J. (1690) : Deux Traités du Gouvernement, réédition Vrin Paris.
- Mabbett W. (1964) « The Date of the Arthaśāstra », *Journal of the American Oriental Society*, American Oriental Society, vol. 84, n° 2.
- Malthus T. (1798), *Essai sur la Principe de Population*, trad. Paris.
- Marshall A. (1890), *Principles of Economics*, Londres.
- Marx K. (1867), *Le Capital*, trad. et réédition, La Pléiade, 1963.
- Menger C. (1871), "Principles of Economics", trad. anglaise, New York Univ. Press 1970.
- Mill J. S. (1848), *Principes de l'Économie Politique* , trad. Paris.
- Montousse (2000). *Histoire de la pensée économique*, Bréal, Paris.

- Némo P. (2004), *Qu'est-ce que l'occident ?*, Quadrige PUF, Paris.
- Némo P. (1998) *Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Age*, PUF, Collection « Fondamental », Paris.
- Pareto, V. (1896), *Cours d'Économie Politique*, Lausanne.
- Pareto, V. (1909), *Manuel d'Économie Politique*, Lausanne.
- Pigou, A. (1920), *The Economics of Welfare*, McMillan, London.
- Pribram K. (1986). *Les fondements de la pensée économique*, Paris, Economica. Traduction française de : *A History of Economic Reasoning*, 1983.
- Quesnay F. (1765), « Droit Naturel », *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*.
- Quesnay F. (1767), *Physiocratie*, réédition GF Flammarion, Paris 1991.
- Ricardo D. (1817), *Principes de l'Économie Politique et de l'Impôt*, trad. et réédition, GF Flammarion 1992.
- Say J.-B. (1803), *Traité d'Économie Politique*, réédition, Calmann-Lévy,
- Schumpeter J. (1912), *Théorie de l'Évolution Économique*, trad. Dalloz 1983.
- Schumpeter J. (1939), *Business Cycles*, New York, McGraw-Hill.
- Schumpeter J. (1954), *Histoire de l'Analyse Économique*, trad. et réédition Galli-mard, 1983.
- Smith A. (1776), *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, trad. 1995, 4 vol., Paris PUF.
- Sraffa P. (1960), *Production de Marchandises par des Marchandises, Prélude à une Critique de la Théorie Économique*, trad. et réédition, Paris, Dunod, 1999.
- Tirole J. (2016), *Economie du bien commun*, PUF, Paris.
- Turgot A.-R.-J (1759), *Réflexions sur la Formation et la Distribution des Richesses*, réédition, Paris, 1844.

Walras, L. (1874), *Éléments d'Économie Politique Pure ou Théorie de la Richesse Sociale*, réédition 1976.

Wolff J.(1993). *Les pensées économiques, des origines à nos jours*, Paris, Economica.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....1

CHAPITRE I

DE LA PREHISTOIRE JUSQU'AUX DEBUTS DE L'ANTIQUITE

GRECQUE.....4

I-1 EN MESOPOTAMIE.....4

I-2 EN CHINE.....5

I-3 EN INDE.....7

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE DE SERVICE : DE L'ANTIQUITE GRECQUE JUSQU'AU XVII^E SIECLE.....9

II-1 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE LA CITE : L'ANTIQUITE.....9

II-1-1 Le Monde grec.....9

A-A l'origine du terme économie.....9

B- La crise sociale et intellectuelle du VI^e au IV^e siècle av. J.-C......9

C- Essor du Grand Siècle Grec : le V^e siècle av. J.-C......10

D- Cyniques, Sophistes, et Utopistes (fin du V^e siècle av. J.-C.).....11

E- Socrate (470-399 av. J.-C.).....12

F- Xénophon (430 – 355 av. J.-C.).....12

G- La doctrine économique de Platon.....13

H- Aristote : économie de Nature, économie de Cité.....16

I- Les Utopies finales (IV^e-I^{er} siècle av. J.-C.).....17

II-1-2 Le Monde Romain.....18

A-Rome.....18

<i>B- L'apport de la première chrétienté</i>	19
<i>C- La « Cité de Dieu » et L'« Augustinisme politique »</i>	19
II-2 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU BIEN COMMUN : L'EPOQUE MEDIEVALE	19
II-2-1 Naissance et évolution du système domanial	19
II-2-2 Apport Judéo-Chrétien	20
II-2-3 Apport des penseurs économiques de l'Islam	22
<i>A- Finances publiques</i>	22
<i>1- Trop d'impôt tue l'impôt</i>	23
<i>2- Le rôle des dépenses publiques et du déficit public</i>	23
<i>B- Cycles économiques</i>	24
<i>1- La perception des cycles</i>	24
<i>2- L'analyse dynamique des cycles d'Ibn Khaldûn</i>	24
<i>C- Monnaie et prix</i>	25
<i>1- La mauvaise monnaie chasse la bonne</i>	25
<i>2- La relation monnaie-inflation</i>	26
<i>D- L'existence d'un schéma économique général dans la pensée arabo-musulmane</i>	27
II-3 L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU PRINCE : RENAISSANCE ET ANCIEN REGIME	28
II-3-1 Nouveau contexte global marqué par la Renaissance et la Réforme	28
II-3-2 La Réforme protestante	28
II-3-3 École de Salamanque	29
II-3-4 Autres Réformateurs précurseurs de l'économie moderne	30
II-3-5 Les doctrines mercantilistes (1450-1750)	31

CHAPITRE III

<u>L'ÉCONOMIE DE LIBERTE : LE LIBERALISME</u>	34
III-1 PREMICES PHILOSOPHIQUES	34
III-1-1 Bernard de Mandeville (1670-1733).....	34
III-1-2 Influence des philosophes des Lumières.....	34
III-2 LES FONDATEURS DU LIBERALISME ÉCONOMIQUE	35
III-2-1 Le mouvement physiocratique.....	35
<i>A- Le Tableau Économique de François Quesnay</i>	35
<i>B- La richesse produite par l'Agriculture</i>	36
<i>C- La Physiocratie distingue trois classes d'<u>agents économiques</u></i>	37
<i>D- « Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises »</i>	37
<i>E- Promouvoir et défendre l'Ordre naturel</i>	37
III-2-2 Adam Smith.....	38
<i>A- L'Homme est l'auteur de la Production et le principe de la Richesse</i>	38
<i>B- L'Homme cherche son propre intérêt</i>	38
<i>C- L'accumulation du capital est le principe du Progrès</i>	39
III-3 LES MAITRES CLASSIQUES (XIX^E SIECLE)	39
III-3-1 En Grande-Bretagne.....	39
<i>A- Thomas Malthus (1766 - 1834)</i>	39
<i>B- David Ricardo (1772 - 1823)</i>	40
<i>C- Cobden et le Libre-Échange (1804-1865)</i>	40
III-3-2 En France.....	41
<i>A- Jean Baptiste Say (1767-1832)</i>	41

<i>B- Frédéric Bastiat (1801-1850)</i>	42
--	----

III-3-3 Aux États-Unis

L'effort de synthèse : John Stuart Mill (1806-1873).....	42
--	----

III-4 LES NEO-CLASSIQUES : DES CHOSES AUX MECANISMES.....

III-4-1 L'école de Vienne : Calcul différentiel et Utilité marginale.....	42
---	----

III-4-2 L'école de Lausanne : l'Equilibre en économie pure.....	43
---	----

III-4-3 La synthèse par L'École de Cambridge.....	43
---	----

III-4-4 Réaction et contestation du marginalisme.....	43
---	----

A- L'École autrichienne.....	43
------------------------------	----

B- L'institutionnalisme.....	44
------------------------------	----

CHAPITRE IV

L'ÉCONOMIE D'INTERVENTION.....

IV-1 PREMICES DU SOCIALISME.....	45
----------------------------------	----

IV-1-1 Jean de Sismondi (1773-1842).....	45
---	----

IV-1-2 Le socialisme utopique.....	46
------------------------------------	----

IV-1-3 Le saint-simonisme.....	46
--------------------------------	----

IV-2 MARX ET LE MARXISME	47
--	----

IV-3 L'ECOLE HISTORIQUE.....	47
------------------------------	----

CHAPITRE V

ANALYSE ET THEORIES CONTEMPORAINES.....

V-1 LA REVISION DES MECANISMES (1800-1930).....	50
---	----

V-1-1 Mécanismes de la Valeur et des prix.....	50
V-1-2 Mécanismes de la répartition.....	52
V-1-3 Mécanismes des relations fondamentales.....	53
V-1-4 L'impact des idées keynésiennes.....	54
V-1-5 L'État-providence Beveridgien.....	56
V-1-6 Les disciples de Keynes.....	56
<i>A- Les Néo-keynésiens et la théorie du déséquilibre.....</i>	<i>57</i>
<i>B- le courant post-keynesien.....</i>	<i>57</i>
<i>C- l'École de la Régulation.....</i>	<i>57</i>
V-2 L'ANALYSE DYNAMIQUE.....	58
V-2-1 La dynamique des flux.....	58
V-2-2 La dynamique des forces.....	58
V-2-3 La dynamique des structures, systèmes et régimes.....	59

CHAPITRE VI

DIVERSIFICATION ACTUELLE DE LA PENSÉE

<u>ECONOMIQUE</u>	60
VI-1 LE COURANT NEO-LIBERAL ANGLO-SAXON ET FRANÇAIS.....	60
VI-2 ORDOLIBERALISME OU ECOLE DE FRIBOURG.....	61
VI-3 LES NEO-WALRASIENS.....	61
VI-4 L'ÉCOLE DES CHOIX PUBLICS.....	61
VI-5 LA NOUVELLE ECONOMIE CLASSIQUE.....	62
VI-6 L'ÉCOLE MONETARISTE.....	62
VI-7 LA THEORIE DES CYCLES.....	63
VI-8 THEORIE DE L'OFFRE.....	64
VI-9 LA THEORIE DU CAPITAL HUMAIN.....	64
VI-10 LA THEORIE DES CONTRATS IMPLICITES.....	64
VI-11 ÉCONOPHYSIQUE.....	65

<u>CONCLUSION</u>	67
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	69
<u>TABLE DES MATIERES</u>	73